

RELATIONS INTERNATIONALES

La Russie avance ses pions en Arctique face à l'Otan affaiblie

11 décembre 2019

Rappel du contexte

L'Arctique est une région disputée et riche en ressources naturelles encore peu exploitées. S'y opposent les intérêts de 5 pays dont la Russie et les Etats-Unis. La Russie espère y devenir la première puissance économique et militaire tout en profitant du réchauffement climatique et de la fonte des glaces, qui devrait ouvrir de nouvelles routes commerciales dans le Grand Nord.

Mais face à une Russie constituée d'un bloc, l'Otan est affaiblie par de nombreuses dissensions. La Turquie notamment est un membre qui pose problème, après avoir mené une incursion armée en Syrie contre des milices kurdes, qui pourtant combattait Daech, et surtout sans aucune concertation avec ses alliés.

Juste avant le sommet de l'Otan de début décembre, le président turc Erdogan avait insulté le président français Macron, qui avait qualifié l'Otan en « état de mort cérébrale ».

D'autre part, bien que la Turquie ait acheté des systèmes de défense anti-aérienne aux Russes, donc à un ennemi potentiel de l'Otan, aucune sanction n'a été décidée contre Ankara.

La Russie teste son missile hypersonique en Arctique, selon Tass

La Russie a mené des essais sur son missile hypersonique Kinjal (Dagger) avec son chasseur MiG-31K dans la partie russe de l'Arctique début novembre, a rapporté l'agence de presse TASS, citant deux sources militaires. Cette annonce survient une journée après que les services de renseignements danois ont alerté sur l'intensification des tensions dans la région.

Les médias russes ont déclaré que ce missile pouvait atteindre des cibles situées à plus de 2.000 kilomètres de distance avec des têtes nucléaires et conventionnelles et qu'il avait déjà été déployé en zone militaire, dans le sud de la Russie.

Quelles mesures face à la menace militaire russe en Arctique ?

Face à cette menace russe, la Suède déploie un nouveau système de défense anti-aérien sur Gotland, une île stratégique située en mer Baltique, en face de la Russie.

Une étape de plus dans le renforcement de l'armée suédoise, alors que les tensions avec Moscou se multiplient.

Le royaume nordique se plaint de plus en plus d'incursions russes dans son espace aérien et maritime.

Une prochaine étape sera franchie en 2021, date de la livraison en Suède du système antimissile Patriot, acheté à prix d'or aux États-Unis.

Pays de l'Union européenne, la Suède n'est pas membre de l'Otan mais participe régulièrement aux manœuvres de l'Alliance atlantique dans la région.

Parallèlement, la Russie renforce sa présence militaire dans l'Arctique russe.

La Russie entend répondre à l'activité militaire de la Norvège, qui fait partie de l'Otan.

La Russie a accusé en février la Norvège de renforcer son activité militaire et d'accroître les risques entre les deux pays. Le ministère russe des Affaires étrangères a expliqué que la Russie estimait que la Norvège, membre de l'Otan, participait de plus en plus à l'accroissement de la présence de l'Otan dans l'Arctique.

La Norvège, qui compte 196 km de frontières terrestres avec la Russie, s'inquiète du renforcement des capacités de l'armée russe dans la péninsule de Kola, une région abritant plusieurs bases navales et zones interdites aux civils.

Les dirigeants de l'Otan adoptent une déclaration finale malgré les différends

Les 29 membres de l'Otan ont adopté, mercredi 4 décembre, à l'issue d'un sommet du 70^e anniversaire pourtant marqué par d'importantes dissensions, une déclaration commune affirmant leur « *solidarité, unité et cohésion* ».

Dans ce communiqué final, pour la première fois, l'Otan reconnaît la montée en puissance de la Chine comme un « *défi* », évoquant par exemple l'enjeu de la 5G.

Les membres de l'Alliance ont tenté tant bien que mal de préserver leur unité.

Le rendez-vous a aussi été assombri par un départ précipité de Donald Trump, qui était très vexé, car les Premiers ministres néerlandais, canadiens, britanniques ainsi qu'Emmanuel Macron donnaient le sentiment qu'ils se moquaient de lui.

« Le Premier ministre canadien est un hypocrite » a lâché Donald Trump.

D'autre part, la situation ne s'arrange pas entre Paris et Ankara. « *Il n'y a pas de consensus possible avec la Turquie sur la définition du terrorisme* » a affirmé le président français. Le président turc demandait à l'Alliance de considérer comme des terroristes les combattants kurdes alliés à la coalition internationale constituée pour combattre le groupe EI en Syrie.

Les deux dirigeants ont malgré tout approuvé la déclaration finale. Le texte condamne le terrorisme "sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations" et le considère comme "une menace persistante pour nous tous", a expliqué le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

Rapprochement Russie – USA ?

L'ingérence électorale russe dans les élections américaines continue de faire obstacle au rapprochement avec Moscou voulu par Donald Trump : la Maison Blanche a affirmé que le président américain avait lancé un avertissement au chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, qui a aussitôt démenti.

D'autre part, début août, les Etats-Unis ont signalé leur intention d'accélérer le développement de nouveaux missiles conventionnels.

Cela juste après avoir acté avec la Russie la mort de l'emblématique traité INF sur les arsenaux intermédiaires.

Ce traité interdit les armes d'une portée comprise entre 500 et 5 500 km ; or la Russie refuse de détruire ses nouveaux missiles déployés en Europe, et qui ne respecte pas le traité, selon les États-Unis. Moscou a développé un nouveau missile de croisière pouvant potentiellement atteindre l'Europe occidentale.

L'on craint désormais une relance de la course aux armements, encore un peu freinée par le dernier traité USA – Russie, New Start, qui expire début 2021. Ce traité maintient les arsenaux nucléaires des deux pays bien en-deçà du niveau de la Guerre froide. On ne sait pas s'il sera renouvelé ou pas.

Dans tous les cas, Washington réaffirme sa volonté d'inclure la Chine dans la négociation sur les armements stratégiques nucléaires. Sa montée en puissance militaire préoccupe de plus en plus Washington.

L'armée américaine prépare son plus gros exercice militaire en Europe depuis 25 ans

L'armée américaine prépare son plus gros déploiement militaire en Europe depuis 25 ans, avec l'envoi, dans le cadre d'un exercice l'an prochain, de 20 000 soldats supplémentaires, pour *démontrer sa puissance militaire*.

Quelque 9 000 soldats américains déjà basés en Europe se joindront à eux pour participer à l'exercice militaire Defender-Europe 20, qui rassemblera au total 37 000 militaires alliés en mai et juin dans 10 pays européens, a précisé le général Cavoli, commandant des forces terrestres américaines en Europe.

Après des années de réductions d'effectifs militaires en Europe depuis la fin de la Guerre Froide, ce déploiement exceptionnel reflète le bouleversement stratégique provoqué par l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, qui a "*tout changé*", a ajouté le général américain.

L'objectif est de "*démontrer la capacité de l'armée américaine à déployer rapidement une force importante pour soutenir l'Otan et à répondre à n'importe quelle crise*", a souligné l'armée américaine.

Sources : RFI, AFP, Euronews, Reuters, Capital, France24, La Provence

Turquie / USA : de l'eau dans le gaz

12 décembre 2019

Rappel du contexte

Bien que membre de l'Otan et alliée aux USA, la Turquie a acheté il y a plusieurs mois des systèmes de défense anti-aérienne aux Russes (des S400), donc à un ennemi potentiel de l'Otan. Washington les considère incompatibles avec l'armement de l'Otan.

Les USA la menacent de sanctions : le Congrès américain vient d'approuver une loi de financement militaire pour l'exercice 2020 dans laquelle ils ont introduit l'obligation d'imposer des sanctions économiques à Ankara pour répondre à l'achat des S400 russes.

Or, les USA ont 2 bases militaires d'importance en Turquie. La base aérienne d'Incirlik est utilisée par l'US Air Force pour assurer l'appui aérien des opérations militaires américaines dans la région et, selon les experts, elle abrite une cinquantaine de têtes nucléaires américaines. La base de Kürecik accueille une importante station radar de l'Otan.

D'autre part, la classe politique américaine est remontée contre la Turquie suite à son incursion militaire d'octobre dans le nord-est de la Syrie contre des milices kurdes soutenues par Washington dans la lutte anti-Daech.

Et ce malgré le soutien de Donald Trump à son homologue turc.

Washington veut des explications après la menace d'Ankara de fermer des bases stratégiques

Depuis quelques temps, Ankara paraît s'éloigner de l'Otan pour se rapprocher de la Russie. Le ministre américain de la Défense demande des explications après les menaces du président turc de fermer 2 bases militaires stratégiques pour l'Otan en Turquie.

Interrogé dimanche par une chaîne de télévision turque progouvernementale sur les menaces de sanctions américaines qui visent la Turquie pour son achat de système de défense russes S400, le président turc a affirmé que la Turquie pourrait fermer « **si cela est nécessaire** » les bases d'Incirlik et de Kürecik.

La Turquie fâchée par la reconnaissance américaine du génocide arménien

Le Congrès des Etats-Unis a reconnu le "génocide arménien", ce qui a encore renforcé le courroux de la Turquie à un moment crucial pour l'avenir des relations entre Washington et Ankara.

La Turquie a dénoncé un vote qui "met en péril l'avenir des relations" turco-américaines.

Le génocide arménien est reconnu par une trentaine de pays et la communauté des historiens. Selon les estimations, entre 1,2 million et 1,5 million d'Arméniens ont été tués pendant la Première Guerre mondiale par les troupes de l'Empire ottoman, alors allié à Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

Sources : Ouest-France, AFP

Turquie - Libye : bientôt des soldats turcs en Libye

16 décembre 2019

Rappel du contexte

Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi après une révolte populaire, la Libye est plongée dans le chaos avec de nombreuses milices qui font la loi et une

lutte de pouvoir depuis 2016 entre le GNA (gouvernement légitime) dirigé par M. el-Sarraj, et l'Armée nationale libyenne (ALN) autoproclamée, dirigée par M. Haftar.

Khalifa Haftar, rebelle soutenu par l'alliance constituée des USA - Russie - Égypte - Jordanie - Arabie Saoudite - Emirats Arabes Unis, mène une offensive contre le gouvernement installé par l'ONU et reconnu par la communauté internationale depuis début avril.

Les Émirats arabes unis et l'Égypte sont deux rivaux régionaux de la Turquie.

Le gouvernement légitime est soutenu par l'alliance adverse : Turquie - Frères musulmans. Le Maréchal Haftar se pose en champion de la lutte contre les jihadistes, mais son offensive sur Tripoli est toujours mise en échec par les forces de son rival, le Premier ministre Fayez al-Sarraj et les milices islamistes alliées.

De nombreux pays violent l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à ce pays depuis 2011. Non seulement ils violent l'embargo sur les armes, mais ils envoient également de plus en plus de mercenaires et combattants étrangers, dont des Soudanais et des Tchadiens recrutés par les deux camps.

Le conflit a fait plus de 1.000 morts et 140.000 déplacées, selon l'ONU.

Le 27 novembre, la Turquie a signé avec le gouvernement officiel libyen, le GNA, un accord militaire et sécuritaire.

Le gouvernement Fayez el-Sarraj avait déjà signé plusieurs accords avec la Turquie.

Les livraisons turques d'armes et de drones armés à destination des milices de Tripoli leur avaient permis de reprendre la ville stratégique de Gharyan des mains du général Khalifa Haftar. Parmi tous les responsables étrangers impliqués dans le dossier libyen, le président turc Erdogan est le plus clair : il a promis de faire tout son possible pour que les milices islamistes gagnent.

C'est imminent : des troupes turques en Libye

Le 16 décembre, au lendemain d'une rencontre à huis clos entre Fayez al-Sarraj et Khalifa Haftar, le Parlement turc a entériné un accord qui prévoit entre autres une présence turque en Libye, ainsi qu'une formation des cadres militaires par Ankara.

Jusqu'ici, l'aide turque au camp de Fayez al-Sarraj s'était limitée à des armes, des véhicules militaires, des drones et des experts turcs pour les faire fonctionner.

Le 15 décembre, Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour cette fois-ci envoyer des troupes en Libye.

Le maréchal Haftar annonce un « assaut large et total » sur Tripoli

Le maréchal Khalifa Haftar a annoncé le 13 décembre le lancement d'une nouvelle phase de son combat pour prendre le contrôle de la capitale. Une « bataille décisive » selon lui.

Mais ses troupes font toujours face à une résistance farouche de plusieurs groupes armés de l'ouest libyen, dont notamment ceux venus de Misrata, ville située à 200 km à l'est de Tripoli.

Sources : RFI, AFP, ONU

Fortes tensions au sujet des hydrocarbures découverts en Méditerranée orientale

16 décembre 2019

Rappel du contexte

L'île de Chypre est située au sud de la Turquie. Or, de gigantesques gisements gaziers ont été découverts ces dernières années en Méditerranée orientale.

Cela aiguise l'appétit de Chypre, qui rêve de devenir à terme un acteur énergétique majeur.

Mais Chypre est divisée en deux depuis l'invasion du tiers nord de l'île par l'armée turque en 1974 après un coup d'État visant à rattacher l'île à la Grèce.

La République de Chypre, membre de l'Union européenne, n'exerce son autorité que sur les 2/3 sud de l'île.

Au nord se trouve l'autoproclamée République turque de Chypre du Nord (RTCN), parrainée par Ankara et non reconnue par la communauté internationale.

La Turquie s'oppose à toute exploration et exploitation des ressources gazières chypriotes qui exclurait le tiers nord de l'île.

Les gisements d'hydrocarbures découverts en Méditerranée orientale intéressent les pays riverains, de la Grèce à l'Égypte, en passant par Chypre et Israël, autant de pays qui ont des relations difficiles avec Ankara.

Dans le même temps, les arrivées quotidiennes de migrants et de demandeurs d'asile sur les îles grecques en provenance de Turquie participent par ailleurs à un climat de crispation croissante entre Athènes et Ankara.

Accord de délimitation maritime entre Turquie et Libye

Les tensions sont d'autant plus vives depuis la signature fin novembre d'un accord de délimitation maritime controversée entre la Turquie et la Libye.

Après la signature de cet accord, le gouvernement turc a en effet prévenu qu'il empêcherait toute exploration d'hydrocarbures sans son autorisation dans ces zones.

Cet accord a été condamné par plusieurs pays, dont la Grèce et Chypre.

La Grèce a d'ailleurs ensuite expulsé l'ambassadeur libyen.

La Grèce, comme l'Égypte et Chypre, juge cet accord contraire au droit international, arguant notamment qu'il n'existe pas de frontière entre la Libye et la Turquie.

Ces pays craignent surtout qu'Ankara ne s'appuie sur l'accord pour effectuer de nouveaux forages en mer, forages qu'ils jugent illégaux.

En effet, l'accord permet à Ankara de revendiquer des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale.

C'est la riposte de la Turquie à la création en janvier d'un forum de la Méditerranée orientale sur le gaz, dont Ankara a été exclu, lors d'une réunion de représentants de Chypre, de la Grèce, d'Israël, de l'Égypte, de l'Italie, de la Jordanie et des territoires palestiniens.

Menacée de sanctions par l'Union européenne pour ses forages illégaux réalisés au large de Chypre, la Turquie entend s'appuyer sur son accord avec la Libye pour mettre fin à son isolement en Méditerranée orientale et faire valoir des droits sur l'exploitation des hydrocarbures.

Des actions militaires à craindre ?

La Turquie est très offensive.

Un drone armé turc a atterri lundi à Chypre-nord où il sera stationné.

Chypre-Nord reste sous l'influence écrasante du "grand frère" turc.

D'autre part, en novembre, Chypre a fait l'acquisition de 4 drones israéliens.

Cela afin d'améliorer la surveillance de sa zone économique exclusive (ZEE), où des compagnies internationales mènent des explorations à la recherche d'hydrocarbures.

Les autorités chypriotes avaient dénoncé une "grave escalade des violations" de ses droits souverains par la Turquie. Selon Nicosie, la Turquie a envoyé un nouveau navire de forage dans sa ZEE, et plus particulièrement un bloc dont les licences d'exploitation ont déjà été attribuées en septembre par la République de Chypre aux géants énergétiques français et italien.

Ankara a envoyé plusieurs navires de forage ces derniers mois au large de Chypre malgré des avertissements de Washington et de l'Union européenne, dont Nicosie est membre.

L'UE a adopté mi-juillet une série de mesures politiques et financières visant à sanctionner la poursuite de ces forages.

Sources : RFI, AFP

Iran : les États-Unis songeraient à renforcer leurs troupes au Moyen-Orient ; pression israélienne

6 décembre 2019

L'escalade risque de reprendre entre Iran et USA, après les tensions extrêmes de l'été dernier, lorsque Washington avait imputé à l'Iran des attaques contre un drone américain ainsi que contre des navires et des installations pétrolières dans le Golfe. Plus récemment, des attaques ont visé des bases militaires en Irak où sont stationnés des soldats américains.

L'armée américaine a envoyé depuis le printemps 14.000 soldats en renfort au Moyen-Orient, qui viennent s'ajouter aux quelque 70.000 militaires stationnés sur place d'ordinaire pour "assurer la sécurité dans la région". Et il est possible que les USA déploient encore entre 5.000 à 7.000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est entretenu début décembre avec le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo pour lui demander "d'accroître la pression" sur le pouvoir "vacillant" à Téhéran, dans un contexte de manifestations au Moyen-Orient plaçant parfois l'Iran sur la défensive.

Hormis ses graves difficultés internes, l'Iran est en effet également affaibli par les troubles en Irak et au Liban, deux pays où l'Iran exerce une grande influence.
Israël accuse depuis de nombreuses années l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

Israël accuse aussi l'Iran de lancer des opérations contre son territoire depuis la Syrie, le Liban et la bande de Gaza. Au cours des derniers mois, l'Etat hébreu a accusé l'Iran et son allié libanais Hezbollah de vouloir convertir des roquettes au Liban en missile de précision pouvant déjouer le système de défense antiaérien israélien et ainsi causer des dommages importants.

Sources : RFI, AFP

Chine, UE, Turquie : La Russie lance trois gazoducs majeurs

2 décembre 2019

La Russie, premier exportateur de gaz naturel du monde, et son géant Gazprom inaugurent coup sur coup trois gazoducs majeurs ralliant la Chine, l'Allemagne et la Turquie.
Le premier tronçon de ce gazoduc titanesque relie les champs gaziers de Sibérie orientale à la frontière chinoise.

La portion chinoise devrait être achevée en 2022-2023. Le contrat d'approvisionnement est énorme. Ce gigantesque gazoduc illustre la main tendue de Vladimir Poutine à l'Asie, alors que les relations avec les Occidentaux se sont tendues depuis le début du conflit ukrainien.

Mais l'Europe reste encore la priorité du géant gazier russe.

Le controversé Nord Stream 2, arrivant en Allemagne, doit approvisionner l'Europe du Nord et de l'Ouest via la Baltique, en contournant l'Ukraine.

Ce projet est dénoncé par l'Ukraine, la Pologne, les pays baltes, mais aussi les Etats-Unis, qui dénoncent la mainmise de Moscou.

Le gazoduc est financé à moitié par Gazprom, à moitié par les Européens.

Sa date de mise en service n'est pas encore connue.

Le sud de l'Europe et la Turquie ne sont pas en reste : le gazoduc TurkStream, contournant également l'Ukraine, doit être inauguré en janvier par Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan.

Il symbolise aussi le rapprochement Russie - Turquie.

Source : AFP

Nord Stream 2 : l'Allemagne condamne l'annonce de sanctions américaines

12 décembre 2019

L'annonce par les États-Unis de sanctions économiques contre le gazoduc Nord Stream 2 qui doit relier la Russie directement à l'Allemagne a suscité des réactions négatives en Allemagne et en Europe.

Washington a toujours critiqué le projet qui contribuerait à une dépendance énergétique de l'Europe en gaz à l'égard de la Russie.

Les milieux économiques sont alarmés. La chambre de commerce et d'industrie germano-russe appelle même les partenaires européens à prendre des contre sanctions.

Source : RFI

La Chine monte en puissance avec un second porte-avions, mais les USA restent devant

17 décembre 2019

Rappel du contexte

La Chine, qui se défend de toute posture agressive, revendique la possession de la quasi-totalité de la mer de Chine du Sud, dont les fonds renfermeraient de vastes quantités de pétrole et de gaz et qui constitue une voie de navigation commerciale majeure.

Ses ambitions se heurtent à celles de Brunei, de la Malaisie, des Philippines, de Taïwan et du Vietnam. Taïwan est soutenu par les USA.

En ce moment la Chine renforce sa présence dans les zones territoriales contestées de mer de Chine du Sud et autour de Taïwan.

La Chine populaire considère Taïwan comme une province renégate et estime que l'île, de même que le détroit du même nom, font partie de son territoire. Elle s'est indignée à plusieurs reprises des passages, de plus en plus fréquents, de navire de guerre américains dans cette zone. Il s'agit de l'un des points de tension croissante entre les Etats-Unis et la Chine.

La Chine monte en puissance

C'est un nouveau symbole de sa montée en puissance : la Chine a admis au service actif son 2^e porte-avions, le premier de conception 100% nationale, dans un contexte de rivalité avec les Etats-Unis en Asie-Pacifique.

L'armée chinoise poursuit ainsi sa montée en puissance et est considérée comme la 2^e force militaire mondiale derrière les Etats-Unis. Ces derniers disposent toutefois d'un budget de la Défense environ trois fois supérieur.

L'enjeu pour la Chine avec ce 2^e porte-avions, nommé Shandong : affirmer sa présence et protéger ses navires de marchandises, surtout ses approvisionnements énergétiques vitaux en provenance du Moyen-Orient

La Chine a célébré en avril en grande pompe les 70 ans de sa marine nationale

Xi Jinping pilote un grand programme de modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), dont la marine est l'une des premières bénéficiaires. Xi Jinping avait invité 13 pays à participer au défilé naval, pendant lequel Pékin prévoyait de présenter 32 navires de guerre, dont pour la première fois de nouveaux sous-marins à propulsion nucléaire.

Les Etats-Unis, qui contestent les ambitions territoriales chinoises et s'appuient sur la liberté de navigation afin de poursuivre leurs patrouilles en mer de Chine, n'avaient dépêché qu'une petite délégation présidée par l'attaché naval à leur ambassade à Pékin.

Source : AFP, Reuters

Commerce : nouveau signe de détente entre Washington et Pékin, qui suspend certaines taxes

19 décembre 2019

La Chine et les États-Unis se livrent depuis 2018 une guerre commerciale qui s'est traduite par l'imposition mutuelle de droits de douane sur des centaines de milliards de dollars d'échanges annuels.

Mais Chine et États-Unis négocient actuellement un accord commercial.

C'est un signe de bonne volonté de la Chine : Pékin a publié une liste de produits chimiques américains qui seront exemptés de surtaxes douanières mises en place l'an dernier.

La mesure peut être interprétée comme un signe de bonne volonté en direction du président américain, même si des droits de douane punitifs continueront de s'appliquer sur l'essentiel des importations made in USA.

Et l'administration Trump a renoncé à imposer de nouvelles surtaxes douanières, en échange d'engagements chinois à acheter davantage de produits agricoles américains. Un accord pourrait être formellement signé en janvier, selon Washington.

Source : Boursorama avec AFP Services

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Syrie : remplacement de population au nord

19 décembre 2019

Suite à l'opération turque dans le nord-est de la Syrie, de nombreux habitants de cette zone en ont été chassés et se retrouvent maintenant réfugiés dans des camps de déplacés.

Il y a deux mois, les Turcs lançaient l'opération « Source de paix » dans le nord-est de la Syrie. Leur but était de chasser les soldats kurdes de la zone frontalière.

Depuis, les combats entre les forces du Kurdistan syrien et les milices soutenues par l'armée turque sont à l'arrêt ou presque. Désormais, 4 000 kilomètres carrés de territoire syrien sont occupés par les milices d'Ankara. La majorité des habitants qui peuplaient cette zone frontalière ont dû quitter leurs terres et trouver refuge dans des camps de déplacés, sans espoir de retour.

Selon les autorités kurdes, l'offensive turque sur le nord-est syrien a provoqué près de 200 000 déplacés en deux mois. Ce sont des civils kurdes, arabes et chrétiens qui ont fui les combats, et qui refusent désormais de retourner vivre dans une région où Ankara fait la loi.

Les groupes armés syriens soutenus par la Turquie sont accusés par des ONG d'exécutions, d'expropriations et de "crimes de guerre potentiels" dans les régions conquises en octobre dans le nord de la Syrie.

Depuis 2016, la Turquie a lancé trois opérations militaires dans le nord de la Syrie, où habitent de nombreux Kurdes, pour chasser notamment les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie qu'Ankara qualifie de "terroriste".

La Turquie craint l'émergence d'un noyau d'Etat kurde à sa frontière, qui galvaniserait les velléités indépendantistes de la même minorité ethnique sur son territoire. Ankara affirme vouloir renvoyer une partie des 3,5 millions de syriens réfugiés sur son sol dans une "zone de sécurité" dans le nord syrien, un secteur de 120 km de long, aujourd'hui sous son contrôle.

Vendredi, quelque 70 Syriens qui s'étaient réfugiés en Turquie ont traversé la frontière pour se rendre dans cette zone tampon, selon les médias turcs.

Pour les Kurdes, Ankara cherche surtout à remplacer la population de cette région, en grande partie kurde, par des Syriens arabes.

Si des dizaines de milliers de personnes déplacées par les violences dans cette région commencent à revenir chez elles selon l'ONU, la plupart d'entre elles sont des Arabes, non des Kurdes, estime l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a récemment indiqué dans un rapport que les rebelles alliés d'Ankara empêchaient le retour de familles kurdes, pillant et occupant leurs propriétés.

Pour la directrice de HRW au Moyen-Orient, Sarah Leah Whitson, "la Turquie ferme les yeux sur le comportement répréhensible des factions qu'elle arme".

Source : RFI, AFP

Syrie : appel de l'ONU à une désescalade dans le nord-ouest

20 décembre 2019

Plus de 80 personnes ont été tuées depuis jeudi en Syrie lors de violents affrontements entre les forces du régime et des groupes armés dans le dernier grand bastion hostile à Damas, dans le nord-ouest du pays, selon un nouveau bilan d'une ONG.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), 51 jihadistes et rebelles ont été tués lors de combats ayant eu lieu dans la région d'Idleb, contre 30 combattants prorégime. Ces affrontements meurtriers, qui se poursuivent depuis jeudi soir, se sont déroulés notamment près de la ville de Maarat al-Noomane, contrôlée par les jihadistes.

La région d'Idleb, au nord-ouest, échappe toujours au régime de Bachar el-Assad. Elle reste majoritairement dominée par les jihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, tout comme des secteurs adjacents des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Depuis fin avril, les bombardements des forces syriennes et de l'allié russe ont tué plus d'un millier de civils dans la région. Et plus de 400.000 personnes ont été déplacées, d'après l'ONU. Plus de 1.700 combattants rebelles et jihadistes ont également péri dans les raids et les combats, contre plus de 1.400 membres des forces du régime.

La conseillère humanitaire auprès de l'envoyé spécial des Nations unies en Syrie a condamné mercredi l'intensification des bombardements contre les civils, appelant à une "désescalade immédiate" dans les hostilités.

Au moins 23 civils, dont 7 membres d'une même famille, ont été tués mardi dans des bombardements du régime syrien sur la province d'Idleb. Et de nouveaux bombardements intenses ont eu lieu mercredi, a constaté un correspondant de l'AFP.

"Malgré les assurances répétées que les parties belligérantes ne frappent que des cibles militaires légitimes, les attaques contre les établissements de santé et d'éducation se poursuivent", a encore déploré la responsable onusienne.

Sources : RFI, AFP

Iran : le bilan de la répression des manifestations revu à la hausse ; tortures certainement en cours

17 décembre 2019

Depuis la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire (2018), la situation économique iranienne et les conditions de vie de la population se sont dégradées. L'augmentation des prix et les salaires impayés entraînaient des protestations dans tout le pays. Les autorités avaient peur que des manifestations massives démarrent et étouffaient toute contestations.

Les manifestations ont finalement massivement éclatées, déclenchées dans une centaine de villes le 15 novembre contre la hausse surprise du prix de l'essence se sont déroulées en pleine

crise économique, aggravée par le rétablissement et le durcissement de sanctions économiques par les Etats-Unis depuis 2018.

L'ordre avait été rétabli rapidement, au prix d'une « *horrible tuerie* », a dénoncé Amnesty International.

Le bilan de la répression est revu à la hausse. Au moins 304 personnes ont été tuées dans les contestations, selon Amnesty.

La répression continue selon l'ONG, qui dénonce des milliers d'arrestations arbitraires.

Au sujet de ces personnes arrêtées, « *Il est extrêmement difficile de savoir ce qui est en train de leur arriver*, selon Anne-Sophie Simpère, d'Amnesty International.

Ce qui est inquiétant puisque l'Iran a un passif sur l'utilisation de la torture, des aveux, des confessions forcées, et autres traitements inhumains et dégradants. C'est pour ça qu'on est extrêmement inquiets de la situation actuellement. »

Les dommages économiques de la répression sur l'économie iranienne sont estimés à un milliard et demi de dollars au total, selon l'ancien responsable de la Chambre de commerce iranienne, Mohsen Jalalpour.

D'autre part, suite aux manifestations, les Iraniens ont connu une coupure d'internet d'une dizaine de jours. Depuis, ils s'inquiètent du renforcement annoncé de l'internet national.

Les autorités ne cessent de promettre la création de ce qu'elles appellent « l'internet national », pour laisser entendre qu'il ne serait plus utile d'avoir accès au réseau mondial.

Source : RFI, AFP

L'Iran annonce un budget de "résistance" contre les sanctions américaines

8 décembre 2019

Rappel du contexte

Le retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015 et le rétablissement dans la foulée de lourdes sanctions contre l'Iran ont asphyxié son économie notamment le secteur vital du pétrole.

L'Iran est membre de l'Opep et dispose des quatrièmes réserves mondiales de pétrole.

Donald Trump a ensuite placé en 2019 les gardiens de la Révolution islamique, le corps d'élite des forces armées iraniennes, sur la liste américaine des organisations étrangères terroristes.

L'Iran a riposté en désignant les forces du commandement central des États-Unis, le CentCom, présentes dans le golfe Persique et dans toute la région comme une organisation terroriste.

L'Iran a affirmé que les navires américains qui traversent le détroit d'Ormuz pour entrer dans le golfe Persique doivent signaler leur passage aux Gardiens de la révolution qui sont chargés d'assurer la sécurité de ce détroit stratégique. En effet, une grande partie du pétrole produit par les pays de la région passe par ce détroit.

Le président américain a par ailleurs décidé de ne pas renouveler les exemptions qui permettaient à huit pays de continuer à importer du brut iranien, Washington voulant tarir complètement les exportations de pétrole iranien.

Le budget de résistance

En réalité, l'Iran continue à pouvoir vendre un peu de pétrole à des pays qui ne respectent pas les sanctions américaines. L'Iran a néanmoins annoncé un "budget de résistance" face aux sanctions asphyxiantes imposées par les Etats-Unis, son ennemi juré. Cela quelques semaines après les troubles meurtriers.

Le budget présenté par le président Hassan Rohani s'élève à près de 33 milliards d'euros et comprend selon lui un "investissement" russe de 5 milliards de dollars en train d'être finalisé. Il est destiné, a-t-il ajouté, à "réduire les difficultés" des Iraniens dans un pays qui fait face à une grave crise économique.

Source : AFP

Nucléaire : le dialogue avec l'Iran se poursuit, malgré les tensions

6 décembre 2019

Les grandes puissances ont poursuivi leur dialogue début décembre avec Téhéran pour tenter de sortir de la spirale d'aggravation des tensions autour des activités nucléaires de l'Iran, même si la multiplication des entorses à l'accord international de 2015 n'incite guère à l'optimisme.

Les diplomaties allemande, britannique, française, chinoise, russe et iranienne ont eu une rencontre de trois heures à Vienne, là même où ces pays avaient signé il y a quatre ans l'accord historique plaçant sous contrôle le programme nucléaire de Téhéran.

Le retrait unilatéral des Etats-Unis de ce texte jugé trop souple par Donald Trump a ouvert en 2018 une nouvelle période de crise avec l'Iran, que Washington veut placer sous "pression maximale". En représailles aux sanctions économiques qui asphyxient son économie, Téhéran a multiplié depuis le mois de mai les infractions aux règles encadrant ses activités nucléaires.

Dans ce contexte, les échanges entre les Européens et l'Iran se durcissent. Pour la première fois le mois dernier, la diplomatie européenne a mis sur la table la possibilité de déclencher un mécanisme pouvant mener à terme au rétablissement de sanctions de l'ONU, qui, selon de nombreux analystes, sonneraient le glas définitif de l'accord de 2015.

A la veille de la rencontre, sous égide de l'UE, la République islamique avait reçu un nouvel avertissement : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France lui ont reproché de développer des "missiles balistiques à capacité nucléaire", en violation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le dialogue avec les responsables iraniens est également brouillé par la multiplication des points de discordance : chercheurs français emprisonnés en Iran, saisies de pétroliers par Téhéran et forces du régime accusées de répression meurtrière envers la contestation sociale qui a éclaté dans les villes iraniennes mi-novembre.

Source : AFP

Iran : plusieurs écoles fermées à cause de la pollution atmosphérique

15 décembre 2019

Les autorités ont ordonné la fermeture des écoles à Téhéran et dans plusieurs villes ce dimanche en raison d'une pollution atmosphérique qui atteint de nouveaux seuils d'alerte pour la santé. Les autorités invitent les personnes âgées, les enfants et les personnes sujettes à des difficultés respiratoires à rester chez elles. La pratique d'activités sportives est également déconseillée.

Les écoles de Téhéran avaient déjà été fermées pendant plusieurs jours en novembre pour cause de pollution atmosphérique.

Pour tenter de faire baisser la pollution, les autorités imposent des restrictions à la circulation.

Tous les ans entre novembre et février, la pollution atmosphérique atteint des pics à Téhéran en raison du phénomène dit « d'inversion thermique » : l'air froid en altitude empêche l'air chaud et pollué de se dégager.

Les principales causes de la pollution sont les véhicules lourds, les motos, les raffineries et les centrales thermiques.

Selon des chiffres officiels, la pollution de l'air provoque chaque année 30 000 décès en Iran.

Sources : RFI, AFP

L'Iran confirme que Rohani se rendra à Tokyo vendredi

16 décembre 2019

Le président iranien Hassan Rohani se rendra au Japon vendredi, la première visite d'un président iranien depuis 2000.

Cela alors que l'Iran endure la pression maximale des Etats-Unis et fait face à toutes sortes de complots pour l'isoler.

L'idée principale est d'étendre les relations économiques entre les deux pays. Le Premier ministre japonais Shinzo Abe, s'était rendu en juin à Téhéran. Il avait rappelé "l'alliance" entre son pays et les Etats-Unis et les "bonnes relations" entre Tokyo avec Téhéran, et affiché sa volonté de faire "le maximum (...) pour contribuer à apaiser les tensions" au Moyen-Orient.

Le Japon était naguère l'un des principaux acheteurs du brut iranien.

Le pays a renoncé à acheter du pétrole à la République islamique pour se plier aux sanctions économiques que les Etats-Unis ont réimposées contre l'Iran après être sortis de l'accord de Vienne en mai 2018.

Source : AFP

Irak : le grand ayatollah Sistani réclame des élections pour sortir de la crise

20 décembre 2019

Le grand ayatollah Ali Sistani, figure tutélaire de la politique en Irak, a appelé vendredi à des élections anticipées pour sortir le pays de la crise entre manifestants inflexibles et classe politique incapable de se mettre d'accord.

Alors que le pouvoir s'est donné trois jours de plus pour s'accorder sur le nom d'un nouveau Premier ministre, dépassant pour la deuxième fois le délai constitutionnel, le dignitaire chiite les a pressés de "former au plus vite un nouveau gouvernement".

Mais ce cabinet, a-t-il prévenu, ne doit pas s'éterniser. Il devra uniquement préparer la voie vers des élections anticipées en faisant voter une nouvelle loi électorale et en nommant une commission de supervision des scrutins non partisans.

En deux mois et demi une révolte inédite est déjà marquée par près de 460 morts et 25.000 blessés.

Selon les manifestants, le régime, noyauté par le grand voisin iranien, a porté au pouvoir des "corrompus" et des "incompétents".

Sur la place Tahrir de Bagdad comme dans le Sud chiite touchés par la contestation, les portraits des candidats dont les noms sont évoqués pour diriger le gouvernement s'étalent désormais en grand, tous barrés d'une croix rouge.

Pourtant, les réunions entre chefs de groupes parlementaires, patrons de partis et émissaires de l'Iran ou de l'ONU se poursuivent, chacun poussant pour son candidat : pro-Iran, pro-USA... Mais tous les candidats sont rejetés par principe dans la rue.

Les enlèvements, les intimidations et autres assassinats -- le fait de "milices" selon l'ONU dans un pays où les factions armées pro-Iran ne cessent d'étendre leur influence-- ont réduit les flots de manifestants mais sans toutefois venir à bout de ces protestataires qui se disent déterminés à entamer la nouvelle année dans leurs campements de fortune.

Source : AFP

Liban : les sunnites en colère contre la désignation d'un nouveau Premier ministre

20 décembre 2019

Des manifestants bloquent vendredi plusieurs axes routiers au Liban pour dénoncer la désignation d'un Premier ministre soutenu par le mouvement chiite Hezbollah, ayant suscité l'ire de la communauté sunnite.

Agé de 60 ans, Hassan Diab, un universitaire et ancien ministre de l'Education peu connu du grand public, a été désigné jeudi au terme d'un vote lors de consultations parlementaires menées par le chef de l'Etat, Michel Aoun, conformément à la Constitution.

Sa nomination a été soutenue par le Hezbollah et ses alliés, dont le parti du président, mais n'a pas recueilli le soutien du principal bloc parlementaire sunnite du pays, présidé par le Premier ministre sortant Saad Hariri.

La désignation de M. Diab, qui se présente comme indépendant et "technocrate", intervient deux mois après le début le 17 octobre d'un mouvement de contestation inédit contre la classe dirigeante ayant entraîné 12 jours plus tard la démission de M. Hariri.

M. Diab, cité par la chaîne de télévision allemande Deutsche Welle, a promis de "former un gouvernement de technocrates indépendants (...) qui ne ressemblent pas aux anciens gouvernements", comme l'exigent les contestataires.

Depuis le début du mouvement de contestation, le Liban vit au bord du gouffre économique, en proie à l'une de ses pires crises depuis la fin de la guerre civile (1975-1990). Certains observateurs craignent que l'appui du Hezbollah pro-iranien ne compromette les aides cruciales, notamment celles des pays occidentaux ou des Etats-Unis.

Source : AFP

Israël veut se rapprocher du monde arabe avec Dubaï 2020

15 décembre 2019

Avec un pavillon à la prochaine Exposition universelle aux Emirats Arabes Unis, Israël veut resserrer ses liens croissants avec des pays du Golfe.

Emirats, Arabie Saoudite et Israël partagent une méfiance commune vis-à-vis de l'Iran.

Les Emirats arabes unis espèrent de l'Exposition universelle de fortes retombées économiques, avec 25 millions de visiteurs attendus et au moins 192 pays présents.

L'absence de pourparlers entre Israéliens et Palestiniens pourrait toutefois déranger des visiteurs arabes, reconnaît M. Cohen, du ministère israélien des Affaires étrangères.

Mais, dit-il, la participation d'Israël à l'Expo 2020 Dubaï "fera le buzz", assurant que le pavillon israélien se focalisera sur ce que "Israël a à offrir" et non sur les questions politiques, plus sensibles.

Source : AFP

Brésil - Israël : bientôt le transfert de l'ambassade brésilienne à Jérusalem ?

19 décembre 2019

Le Brésil a ouvert un bureau économique à Jérusalem, le fils du président brésilien Jair Bolsonaro confirmant à l'occasion l'intention de son père de déplacer l'ambassade d'Israël dans la Ville sainte.

Mais le Brésil, premier exportateur au monde de viande halal, pourrait craindre des représailles de pays arabes.

D'ailleurs la Ligue arabe a condamné jeudi cette ouverture d'un bureau économique à Jérusalem et a mis en garde ce pays contre le déplacement de son ambassade dans la Ville sainte.

Le statut de Jérusalem est l'une des questions les plus épineuses du conflit israélo-palestinien. Israël occupe Jérusalem-Est depuis la guerre de 1967 et l'a ensuite annexé, acte qui n'a jamais été reconnu par la communauté internationale.

Israël considère toute la ville comme sa capitale, alors que les Palestiniens veulent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

La plupart des ambassades étrangères sont situées à Tel-Aviv.

Donald Trump a rompu en décembre 2017 avec des décennies de consensus international en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël et en annonçant le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

Lors de sa visite en Israël en mars, le président brésilien avait présenté l'ouverture d'un bureau de l'Apex (l'agence brésilienne de promotion de commerce et de l'investissement) à Jérusalem comme un premier pas vers le déplacement de l'ambassade.

En transférant l'ambassade brésilienne à Jérusalem, M. Bolsonaro imiterait Donald Trump.

Bolsonaro, parfois surnommé le “Trump des tropiques”, s’est totalement aligné sur l’administration Trump depuis sa prise de fonctions le 1^{er} janvier.

Bolsonaro avait annoncé durant sa campagne vouloir transférer l’ambassade du Brésil en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, comme l’ont fait les Etats-Unis.

Source : AFP

Yémen : un an après la percée des pourparlers, l'ONU salue une évolution vers la paix, malgré les revers

13 décembre 2019

Rappel du contexte

Les rebelles Houthis se sont emparés en 2014 de pans entiers du Yémen dont la capitale Sanaa et le port vital Hodeïda. Issus de l'importante minorité zaidite concentrée dans le nord du pays, ils disent se soulever contre une marginalisation de la part de l'Etat central.

Les forces progouvernementales ont tenté de reprendre du terrain avec l'intervention depuis 2015 d'une coalition militaire dominée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Le conflit civil est considéré comme une guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Les Houthis, qui contrôlent la capitale et la plupart des grands centres urbains, nient être des marionnettes de Téhéran et disent combattre un système corrompu.

Un accord (de Stockholm) a pu être négocié sous l'égide de l'ONU en décembre 2018 pour une désescalade.

Au Yémen, environ 24 millions de personnes, soit 80% de la population, ont besoin d'aide. L'ONU évoque régulièrement la pire crise humanitaire dans le monde.

Le conflit a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, et entraîné le déplacement de millions d'autres.

Des améliorations très mitigées

Lorsque les belligérants au Yémen se sont réunis en décembre 2018 pour des pourparlers sous l'égide de l'ONU, ils ont montré qu'il pouvait y avoir un moyen de sortir d'un conflit brutal et de la pire crise humanitaire au monde, a déclaré l'Envoyé spécial des Nations Unies.

L'accord de Stockholm a abouti à un cessez-le-feu dans le port d'Hodeïda, au bord de la mer Rouge. Ce port, tenu par les rebelles mais contesté, est vital pour le flux d'aide alimentaire et humanitaire au Yémen.

« Des vies ont été sauvées, le programme humanitaire a été protégé, et je pense que cela a également montré que les parties pouvaient s'entendre sur une autre façon de sortir d'une crise », a déclaré M. Griffiths.

Cependant, il a indiqué que des négociations étaient toujours en cours sur les redéploiements pour « démilitariser » Hodeïda, où les forces progouvernementales et houthies ont respecté en grande partie tout au long de l'année le fragile cessez-le-feu.

L'Envoyé spécial a également fait part de sa profonde déception devant l'absence de progrès concernant l'échange de prisonniers, l'un des éléments clés de l'Accord. Cependant, il faut noter que la région d'Hodeïda ne connaît qu'un calme relatif depuis l'accord de 2018 et au sein de la population on craint une reprise des hostilités à tout moment.

Si les combats à Hodeïda ont en grande partie cessé depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, "Hodeïda a enregistré 799 victimes civiles depuis la signature de l'accord, le bilan le plus élevé du pays", où au moins 3.086 civiles ont péri depuis décembre 2018, ont déploré 15 organisations humanitaires.

Sécessionnistes du sud du Yémen : pas de progrès

Autre front au Yémen, complètement différent de celui avec les Houthis.

Rappelons d'abord que les Emirats arabes unis sont un allié essentiel des Saoudiens au sein de la coalition militaire soutenant le gouvernement officiel.

Or, dans le sud du Yémen, des sécessionnistes, qui se nomment « le Conseil de transition du Sud », sont soutenus par les Emirats.

En août, après des combats, les sécessionnistes se sont emparés de la nouvelle capitale du gouvernement yéménite officiel, Aden.

Puis le gouvernement et le Conseil de transition du Sud se sont réunis dans la capitale saoudienne Riyad début novembre et sont arrivés à un accord.

Cependant, l'on constate début décembre que le gouvernement yéménite et les séparatistes sudistes ont échoué à former un gouvernement dans le délai prévu par l'accord.

Sources : RFI, AFP, Reuters, ONU

ASIE

Philippines : la crise oubliée de Marawi, attaquée par les islamistes

11 décembre 2019

Rappel du contexte

Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour réclamer l'autonomie ou l'indépendance du sud de l'archipel très majoritairement catholique, qu'ils considèrent comme leur terre ancestrale. Cette insurrection avait fait 150.000 morts.

Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane. La nouvelle région autonome se nomme Bangsamoro.

Cet accord prévoit que les ex-rebelles rendent leurs armes et que le Milf devienne un parti politique légal. D'ex-rebelles musulmans ont commencé à rendre leurs armes à des observateurs étrangers indépendants. Au total, 40.000 combattants doivent rendre les armes dans les années qui viennent.

Mais les violences sont quotidiennes dans la région

Le processus de paix n'inclut pas toutes les organisations islamistes – dont celles qui ont prêté allégeance au groupe Etat islamique – encore très actives dans le sud des Philippines et que le Milf combat aux côtés des forces gouvernementales.

Il y a deux ans, au terme d'une longue bataille contre des islamistes qui avaient prêté allégeance au groupe État Islamique, l'armée des Philippines libérait Marawi, la plus grande ville musulmane de l'archipel à majorité catholique. Les groupes jihadistes avaient choisi cette ville pour y implanter leur futur califat en Asie.

Ce conflit inédit aux Philippines avait fait près de 1 000 morts et plus de 350 000 déplacés. Aujourd'hui, une grande partie de la ville est en ruines et près de 70 000 personnes vivent toujours dans des abris de fortune. La reconstruction s'éternise et des dizaines de milliers de déplacés vivent dans l'attente, entre colère et crainte d'une résurgence de l'EI.

Sources : RFI, AFP

Bangladesh : les Rohingyas de plus en plus mis à l'écart

10 décembre 2019

Rappel du contexte

Environ 740.000 Rohingyas musulmans ont fui la Birmanie pour le Bangladesh en 2017 pour échapper à une répression militaire massive. Ils ont rejoint les quelque 200.000 réfugiés vivant déjà dans le district bangladais frontalier de Cox's Bazar (sud-est).

Tous ces réfugiés vivent dans une misère noire au sein d'immenses camps de réfugiés.

Si le Bangladesh musulman avait ouvert ses bras aux Rohingyas en 2017, sa bonne volonté s'amenuise avec le temps. Aucune solution pérenne pour les réfugiés n'est en vue. Toutes les opérations de retour en Birmanie ont échoué et Dacca refuse que les Rohingyas s'intègrent sur son sol, les considérant seulement comme des hôtes temporaires.

Le Bangladesh clôture les camps de réfugiés rohingyas

Le Bangladesh a commencé à ériger une clôture de barbelés autour des gigantesques camps de réfugiés rohingyas, malgré les protestations de la communauté internationale et des défenseurs des droits humains.

Les Rohingyas ont interdiction de quitter les camps mais l'étendue des sites, qui en font le plus grand camp de réfugiés de la planète, fait que les autorités ont du mal à surveiller tous les mouvements. Des barrages sont dressés sur les principaux axes routiers.

Les autorités bangladaises ont également bloqué l'accès à l'internet mobile haut débit dans les camps, confisqué des cartes SIM et téléphones portables et engagé des poursuites contre des centaines de personnes pour s'être illégalement procuré des cartes de citoyenneté.

Des réfugiés rohingyas acceptent de partir sur une île

En octobre, des milliers de Rohingyas vivant dans des camps de réfugiés ont accepté de partir pour une île isolée du golfe du Bengale, en dépit des risques d'inondations lors des moussons. Dacca a depuis longtemps fait part de son intention de transférer 100.000 réfugiés des camps de réfugiés surpeuplés vers un îlot de vase boueux et isolé du golfe du Bengale.

Source : AFP

Inde : nouveaux heurts lors de manifestations pour soutenir les musulmans

20 décembre 2019

En Inde les musulmans représentent 14% de la population.

Votée la semaine dernière, une loi contestée facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, à la condition qu'ils ne soient pas musulmans. Ses opposants la jugent discriminatoire et contraire à la Constitution indienne.

De nouveaux affrontements ont éclaté vendredi entre la police et des manifestants protestant contre la nouvelle loi du pouvoir nationaliste hindou, qu'ils jugent discriminatoire envers les musulmans.

Après le décès de 5 manifestants tués par balle jeudi, la mobilisation a fait 15 morts au total depuis son début la semaine dernière. Elle constitue l'un des plus grands défis au Premier ministre Narendra Modi, fraîchement réélu, depuis son arrivée au pouvoir en 2014.

Des interdictions de rassemblements et coupures d'internet mobile touchent une grande partie de ce pays de 1,3 milliard d'habitants.

D'importants dispositifs sécuritaires sont déployés aux abords de nombreuses mosquées, par crainte de troubles à la sortie de la grande prière musulmane du vendredi.

La nouvelle loi ne concerne pas directement les Indiens de confession musulmane mais a cristallisé les peurs et colères de cette minorité après cinq ans de gouvernement Modi.

Dans la capitale, la situation était tendue dans le quartier à majorité musulmane d'Old Delhi, selon des journalistes de l'AFP sur place.

Autre décision de justice concernant les musulmans, en novembre, la Cour suprême indienne a autorisé la construction d'un temple hindou sur le site disputé d'Ayodhya, un dossier politico-religieux explosif qui oppose depuis des décennies hindous et musulmans.

C'était une victoire importante pour le Premier ministre Narendra Modi.

Des groupes hindous affirmaient que cette terre de 1,1 hectare située dans l'État d'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, où se dressait jusqu'en 1992 une mosquée du XVI^e siècle, est le lieu de naissance du dieu Ram.

D'après eux, l'empereur musulman Babur y a bâti la mosquée Babri en rasant un temple ancien dédié à Ram. Les parties civiles musulmanes soutenaient qu'aucun temple n'a été détruit pour édifier la mosquée.

Mais la Cour a estimé que des preuves archéologiques montraient qu'une structure "d'origine hindoue" avait été construite sur le site avant la mosquée. Elle ordonne donc que le site soit confié à un trust qui y construira, sous certaines conditions, un temple hindou, tandis qu'un autre terrain sera remis à des groupes musulmans pour y bâtir une nouvelle mosquée.

Ce jugement n'avait pas entraîné de violences, mais la sécurité avait été renforcée à Ayodhya, où des milliers de membres des forces de sécurité avaient été déployés, dont des policiers anti-émeutes, et tout rassemblement avait été interdit.

Sources : RFI, AFP

En Inde, le vieux fléau des exécutions extrajudiciaires policières

9 décembre 2019

La mort aux mains de la police de 4 suspects d'un viol en réunion remet en lumière le fléau des exécutions extrajudiciaires en Inde, un recours expéditif dénoncé de longue date par les défenseurs des droits humains.

La police du Telangana (sud de l'Inde) avait arrêté 4 hommes soupçonnés d'avoir violé et assassiné une vétérinaire de 27 ans avant de brûler son corps. Cet énième crime sexuel sordide a choqué le pays et suscité des appels au lynchage des suspects.

Les suspects ont péri sous les balles des forces de l'ordre. Selon la version officielle, les détenus ont tenté de s'emparer d'armes lors d'une scène de reconstitution du crime, forçant les policiers à ouvrir le feu en légitime défense.

Des foules ont fait un triomphe aux policiers impliqués.

Ces "faux affrontements" ("fake encounters") sont une pratique courante en Asie du Sud. Les forces de l'ordre abattent des suspects en affirmant qu'ils essayaient de s'enfuir ou de résister à une arrestation.

Après la mort des suspects d'Hyderabad, globalement saluée à travers le pays de 1,3 milliard d'habitants, le président de la Cour suprême a exprimé sa préoccupation face à cette "justice instantanée".

Pour les partisans des "faux affrontements", ceux-ci permettent d'éviter l'extrême lenteur du système judiciaire indien, où près de 30 millions d'affaires sont en attente de jugement. Les procédures judiciaires peuvent parfois mettre des décennies à atteindre leur conclusion.

Source : AFP

En Inde et en Chine, 4 millions de morts par an à cause de la pollution

18 décembre 2019

L'Inde et la Chine sont les deux pays où la pollution de l'air, de l'eau et au travail tue le plus de gens, avec respectivement 2,3 et 1,8 million de morts en 2017.

Après l'Inde et la Chine se trouvent le Nigeria, l'Indonésie et le Pakistan. Les Etats-Unis sont 7^e.

Des pays en développement et riches figurent parmi les 10 pays les plus affectés par la pollution, selon ce rapport de la Global Alliance on Health and Pollution (GAHP), qui estime que la pollution est responsable de 15% des décès d'adultes dans le monde.

Chaque année, 8,3 millions de personnes meurent de la pollution.

En proportion de la population et non plus en nombre absolu, ce sont le Tchad, la Centrafrique et la Corée du Nord où les taux de décès par la pollution sont les plus élevés.

L'absence d'assainissement des eaux, la contamination de l'air intérieur et extérieur par les feux de cuisine ou de chauffage, ainsi que la pollution automobile sont les causes principales. Au travail, les fumées, gaz, particules fines et l'exposition au plomb causent le plus de décès.

Source : AFP

Australie : en raison des incendies, le Premier ministre interrompt ses vacances controversées à Hawaï

20 décembre 2019

Le Premier ministre australien Scott Morrison a interrompu vendredi ses vacances à Hawaï, son absence ayant été fortement critiquée au moment où son pays est ravagé par de dramatiques feux de forêts qui ont entraîné la mort de deux pompiers volontaires.

Le chef du gouvernement conservateur, qui est aussi critiqué pour ne pas en faire assez dans la lutte contre le réchauffement climatique, a exprimé ses regrets pour la consternation générée par ses vacances.

La pression n'a cessé de monter cette semaine sur le Premier ministre, au moment où des milliers de pompiers épuisés sont à pied d'œuvre contre ces incendies dantesques, et que les millions d'habitants de Sydney respirent un air pollué par les fumées toxiques.

Au moins trois millions d'hectares ont brûlé ces derniers mois dans tout le pays. Huit personnes ont péri et 800 maisons ont été détruites dans ces incendies.

Les incendies sont courants à l'approche de l'été austral, mais ils sont apparus très tôt cette année et sont particulièrement virulents.

L'inquiétude est d'autant plus grande que les météorologues n'annoncent rien de bon pour les prochains jours.

L'Australie a connu des records de température cette semaine en raison de la progression d'une masse d'air chaud, qui rend les conditions encore plus favorables pour les feux.

Source : AFP

Hong Kong ébranlé mais toujours debout face à Pékin

19 décembre 2019

Depuis juin dernier, les sept millions de Hongkongais défendent leurs libertés face à Pékin. Tout a commencé en juin dernier avec des manifestations géantes contre une loi d'extradition. Mais aujourd'hui, les protestataires demandent la démocratie.

Les 12 000 grenades lacrymogènes tirées, les quelque 5 800 arrestations, les stations de métros saccagées et la mort d'un jeune manifestant ont certes ébranlé la métropole. Mais Hong Kong reste debout et uni. Étudiants et cols blancs, parents et seniors refusent la mainmise grandissante de Pékin sur l'ex-colonie britannique.

Pendant de longs mois, la cheffe de l'exécutif Carrie Lam a misé sur la majorité silencieuse qui s'opposerait tôt ou tard à la jeunesse de plus en plus radicale. En vain.

La preuve : le 24 novembre dernier, lors du vote pour les conseils de districts, les électeurs ont offert un triomphe aux candidats pro-démocratie.

L'opposition a raflé la majorité dans 17 des 18 conseils de district, infligeant un sérieux camouflet aux candidats soutenus par Pékin. Mais forte du soutien de Pékin, la cheffe de l'exécutif ne lâche rien. Dimanche 8 décembre, 800.000 manifestants avaient encore défilé dans les rues, sans incident notable.

Les violences entre manifestants et policiers connaissent une accalmie depuis la victoire écrasante des candidats pro-démocratie aux élections de district.

Cependant, l'accalmie a été rompue dimanche par des affrontements dans des centres commerciaux.

Il faut noter que la crise a porté un rude coup à la fréquentation touristique, avec une chute massive du nombre de visiteurs, et mis en difficulté de nombreuses compagnies aériennes desservant Hong Kong. Cette baisse de fréquentation touristique affecte durement l'économie de Hong-Kong, déjà plombée par la guerre commerciale que se livrent Washington et Pékin.

Plus d'un millier de manifestants inculpés pour actes de violence attendent aujourd'hui leur procès. Les premières audiences devraient s'ouvrir en mars prochain. « *Il y aura des peines très lourdes pour émeutes* », craint le chercheur Sébastien Veg qui n'exclut pas une nouvelle montée de fièvre : « *Cela peut provoquer des manifestations importantes.* »

Sources : RFI, AFP

Hong Kong : le trafic de drogue se porte bien

17 décembre 2019

À Hong Kong, les douanes ont annoncé une prise de drogue sans précédent : 110 kilos de méthamphétamine, en provenance du Mexique. C'est la plus importante saisie de cette drogue de synthèse depuis une dizaine d'années dans l'ex-colonie britannique.

Cette prise est bien la preuve que les cartels mexicains tentent de plus en plus d'écouler leurs stocks en Asie.

Un marché pendant longtemps dominé par les gangs du « Triangle d'or », zone à la frontière du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande.

Si l'on en croit le quotidien *South China Morning Post*, ce sont les triades, les mafias hongkongaises, qui fournissent la matière première permettant aux cartels mexicains de produire la méthamphétamine qu'ils envoient ensuite en Asie. Un trafic qui a pris de l'ampleur depuis que la Chine a renforcé sa lutte antidrogue, en fermant d'importantes usines.

Source : RFI

Les méthamphétamines gagnent du terrain en Afghanistan

17 décembre 2019

Les méthamphétamines concurrencent désormais les opiacés en Afghanistan.

De plus en plus d'Afghans sont accros au meth.

Selon les dernières données disponibles, l'Afghanistan comptait en 2015 trois millions de toxicomanes, soit une énorme proportion de la population afghane, estimée à 37 millions.

Les experts estiment que ce nombre a augmenté depuis, et selon les responsables de la santé la part de ceux utilisant du meth pourrait être de 40%.

"Le meth est en voie de dépasser l'addiction à l'opium", dit Abdul Shukoor Haidari, un médecin du Programme de réduction de la demande de drogue.

Pour fabriquer le meth, les trafiquants ont découvert qu'ils pouvaient utiliser une herbe de montagne, connue dans l'Ouest et le Sud de l'Afghanistan sous le nom d'"Oman".

Les talibans, qui ont longtemps utilisé l'opium comme une source de financement, sont arrivés sur le marché du meth.

Source : AFP

Afghanistan : l'UNICEF appelle à préserver l'espoir et protéger les enfants

17 décembre 2019

Après 40 ans de conflit, l'Afghanistan est devenu la zone de guerre la plus meurtrière du monde avec un impact dévastateur sur les enfants et les parties manquent à leur devoir de les protéger de ses conséquences, a déclaré l'UNICEF.

Selon le rapport, au cours des neuf premiers mois de 2019, une moyenne de 9 enfants ont été tués ou mutilés chaque jour. Il s'agit d'une augmentation de 11 % par rapport à la même période en 2018.

Cela est dû en grande partie à une recrudescence des combats entre forces pro et antigouvernementales, ainsi qu'aux attentats-suicides. Les attentats-suicides à la bombe et les engins explosifs improvisés (EEI) ont été responsables de 42 % des morts et des blessés parmi les civils.

Entre 2009 et 2018, près de 6.500 enfants ont été tués et près de 15.000 autres blessés. Outre l'impact direct de la violence, la vie des enfants est également affectée par les effets combinés des catastrophes naturelles, de la pauvreté et du sous-développement.

3,8 millions d'enfants ont besoin d'aide humanitaire.

3,7 millions d'enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés.

600 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition sévère.

30 % des enfants travaillent.

L'UNICEF travaille avec les autorités et les communautés locales pour lutter contre une série de normes sociales négatives. Les filles risquent d'être victimes de crimes d'honneur, de violences domestiques et de violences sexuelles.

Par l'intermédiaire de partenaires, l'agence onusienne fournit également un traitement à 277.000 enfants souffrant de malnutrition sévère. Mais le programme doit être considérablement élargi si l'on veut atteindre 300.000 autres enfants dans le besoin.

« Les jeunes Afghans ont besoin de savoir que leurs perspectives de carrière ne se limitent pas à rejoindre un groupe armé ou à fuir le pays pour tenter leur chance à l'étranger », a déclaré Aboubacar Kampo, Représentant de l'UNICEF en Afghanistan.

Toutes les parties au conflit doivent s'acquitter des obligations qui leur incombent : protéger les enfants, mettre fin au ciblage des écoles et des centres de santé, et permettre l'accès à l'assistance humanitaire, a exhorté l'UNICEF.

Le soutien des donateurs est également essentiel, insiste le Fonds, signalant que seulement un quart des 323 millions de dollars nécessaires pour appuyer ses opérations en Afghanistan en 2020 a été financé.

Source : ONU

Afghanistan : le brouillard total

19 décembre 2019

L'annonce des résultats préliminaires de l'élection présidentielle en Afghanistan, retardée à deux reprises, se fera dans les prochains jours, près de deux mois après le scrutin, a annoncé le porte-parole de la commission électorale indépendante (IEC) à l'AFP.

Le pays, en guerre depuis bientôt 40 ans, est dans le flou politique depuis la présidentielle du 28 septembre, pour laquelle les deux principaux candidats - le président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah - semblent se tenir au coude à coude.

L'incertitude actuelle fait craindre une répétition du scénario de 2014, quand la présidentielle avait été entachée de fraudes et d'irrégularités si graves que les deux candidats au deuxième tour, MM. Ghani et Abdullah, s'étaient accordés sur un partage du pouvoir après une médiation américaine.

Les talibans poursuivent actuellement leur combat malgré la reprise des pourparlers avec les Américains.

Le cessez-le-feu est l'un des points de négociations sur lequel ils refusent toujours de céder.

Quelque 4,6 millions d'Afghans sont toujours déracinés dans le monde, dont environ 2,7 millions enregistrés comme réfugiés tandis que 2 autres millions sont déplacés à l'intérieur du pays.

Une large majorité des quelques 90 % des réfugiés afghans se trouvent toujours au Pakistan et en Iran. Les difficultés socio-économiques demeurent un obstacle sérieux aux efforts humanitaires dans ces deux pays mais aussi en Afghanistan même.

Lundi 9 décembre, le Washington Post a révélé de nombreux entretiens de personnes impliquées dans la guerre en Afghanistan et la mise en évidence de l'échec des projets américains, connue des présidents George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump.

« Nous étions dépourvus de la plus élémentaire compréhension de l'Afghanistan nous n'avions pas la moindre idée de ce que nous entreprenions », déclare en 2015 Douglas Lute, le général américain trois étoiles chargé de superviser la guerre en Afghanistan, devant le Bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction dans ce pays.

En tout, plus de 600 acteurs de la guerre ont témoigné devant cette agence gouvernementale américaine, mise en place en 2008. Ces entretiens explosifs ont été révélés ce lundi par le *Washington Post* sous le titre *« Afghan Papers »*. Ils démontrent 18 ans de tâtonnement américain en Afghanistan.

Mais ces documents révèlent surtout comment trois présidents américains, George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump, ont promis monts et merveilles en et pour l'Afghanistan, tout en sachant pertinemment qu'ils ne correspondaient pas à la réalité.

Les révélations du quotidien mettent aussi en évidence l'échec des projets américains de développement dans lesquels sont injectées des sommes faramineuses, l'échec à réduire la corruption galopante ou encore à construire une armée et des forces de police afghanes compétentes.

Les faits sont là et trois présidents étaient au courant. Pourtant, épaulés par leurs commandants militaires et leurs diplomates, ils ont sciemment faussé des statistiques pour pouvoir assurer aux Américains, année après année, qu'ils progressaient en Afghanistan et que cette guerre valait la peine d'être menée.

Sources : RFI, AFP, ONU

Indonésie : la peste porcine tue plus de 27.000 porcs

14 décembre 2019

Une épizootie de peste porcine a tué plus de 27.000 porcs en Indonésie et menace des milliers d'autres.

Depuis trois mois, des milliers de porcs sont morts dans la province de Sumatra du Nord et le rythme des décès augmente.

Toutefois le bilan actuel ne représente qu'une petite proportion du 1,2 million de porcs élevés dans la province. La peste porcine ne présente pas de risque pour les humains.

En Asie, plus de 5 millions de porcs ont péri ou ont été abattus en raison de la propagation de la peste porcine africaine, qui a été détectée la première fois en Asie, il y a un an.

Source : AFP

Huile de palme : l'Indonésie porte plainte contre l'Union européenne

16 décembre 2019

L'Indonésie a porté plainte devant l'Organisation mondiale du commerce contre l'Union européenne dénonçant une politique « *discriminatoire* » contre l'huile de palme.

Cette plainte pourrait déboucher sur une bataille commerciale avec l'Indonésie, le 1^{er} producteur mondial d'huile de palme.

Les Européens considèrent l'huile de palme comme un biocarburant non durable à cause de son effet sur la déforestation. En conséquence, l'UE a décidé que le biocarburant à base d'huile de palme ne pourra pas être pris en compte pour atteindre les objectifs européens sur l'utilisation des énergies renouvelables en 2030.

Le pays voisin, la Malaisie, 2^e producteur mondial d'huile de palme, a aussi brandi la menace d'une plainte devant l'OMC.

L'huile de palme est l'huile végétale la plus utilisée au monde et un ingrédient clé d'un grand nombre de produits, de la nourriture aux cosmétiques.

Mais elle est montrée du doigt par les défenseurs de l'environnement pour la déforestation qu'elle entraîne en Asie du Sud-Est. Elle est vue comme l'une des plus grandes menaces pour la biodiversité tropicale.

Sources : RFI, AFP

Corée du Nord : les esprits s'échauffent

19 décembre 2019

Rappel du contexte

Actuellement, les discussions entre Washington et Pyongyang, relancées de manière spectaculaire en 2018, sont dans l'impasse depuis l'échec en février d'un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un.

Les Etats-Unis exigent que la Corée du Nord renonce d'emblée à tout son arsenal atomique, alors que cette dernière réclame une levée rapide d'au moins une partie des sanctions internationales qui étranglent son économie. Quelque 28.500 soldats américains demeurent déployés en Corée du Sud pour la protéger de son voisin du Nord armé de la bombe atomique.

Les travailleurs expatriés nord-coréens sont une manne financière pour le régime

Voilà des décennies que Pyongyang tire des recettes non négligeables des salaires de son armée de travailleurs expatriés. La majorité est en Chine et en Russie, mais on en trouve aussi en Europe, au Proche-Orient ou en Afrique.

On estimait fin 2017 que 50.000 Nord-Coréens travaillaient en Chine. Diverses sources affirment que des Nord-Coréens continuent d'affluer dans des usines chinoises.

Fin 2017, ils étaient plus de 30.000 en Russie.

Les travailleurs expatriés, pour beaucoup employés dans les secteurs industriels et forestiers, rapportent plus d'un demi-milliard de dollars par an.

Et ils ne peuvent garder qu'une fraction de leur salaire, selon des dissidents.

La fin toute théorique de la main d'œuvre expatriée nord-coréenne

L'ONU a donné jusqu'à dimanche pour renvoyer chez eux les Nord-Coréens travaillant à l'étranger.

Adoptée le 22 décembre 2017, la résolution 2397 du Conseil de sécurité des Nations unies donnait deux ans à tous les pays pour renvoyer chez eux les travailleurs nord-coréens.

Mais les experts sont sceptiques quant à sa mise en œuvre, convaincus que Pékin et Moscou n'entendent pas se priver d'une source de main d'œuvre très bon marché.

Et Chine et Russie viennent d'ailleurs de proposer d'"ajuster les sanctions" de l'ONU, notamment de renoncer à l'interdiction de l'emploi de Nord-Coréens.

Chine et Russie appellent l'ONU à alléger les sanctions

La Chine a appelé mardi le Conseil de sécurité de l'ONU à soutenir une proposition sino-russe de réduction des sanctions visant la Corée du Nord, sous réserve qu'elle avance vers la dénucléarisation. Le projet réclame, pour améliorer le niveau de vie des Nord-Coréens, l'arrêt de plusieurs dispositions clés datant de 2016 et 2017 :

- Abandonner les interdictions faites aux pays membres de l'ONU d'importer charbon, fer, textiles venant de Corée du Nord
- Fin de la mesure qui impose aux Etats de l'ONU de renvoyer les travailleurs nord-coréens
- Le texte est accompagné d'une liste de produits qui ne devraient plus être concernés par les sanctions, des bulldozers aux aspirateurs en passant par les petits tracteurs

Le texte appelle par ailleurs "à une reprise rapide des pourparlers à six" (Chine, les deux Corées, les Etats-Unis, la Russie et le Japon), lancés en 2003 mais dont Pyongyang s'est retiré en 2009. L'avenir de ce projet de résolution reste toutefois incertain au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le négociateur américain rejette tout ultimatum nord-coréen

Pyongyang a fait ces dernières semaines une série de déclarations véhémentes et fixé à Washington un ultimatum pour la fin 2019, lui promettant, faute de progrès, un "cadeau de Noël".

Selon des experts, il pourrait s'agir d'un missile balistique intercontinental (ICBM).

En 2017, la Corée du Nord avait réalisé plusieurs essais de missiles intercontinentaux, assurant être capable de frapper le territoire continental américain et être devenue un Etat nucléaire à part entière.

La Corée du Nord affirme avoir réalisé un nouveau "test crucial"

La Corée du Nord a affirmé samedi avoir réalisé un nouveau "test crucial", malgré une mise en garde des Etats-Unis.

Le même mystère avait entouré le "test très important" annoncé le week-end précédent par Pyongyang et censé changer le "statut stratégique" du pays reclus d'Asie de l'Est.

Au cours des dernières semaines, le régime communiste a procédé à différents tests, notamment de missiles balistiques, selon Tokyo.

En vertu de plusieurs résolutions de l'ONU, Pyongyang n'a pas le droit de procéder à des tirs de missiles balistiques.

Source : AFP

Japon : le gouvernement va injecter plus de 100 milliards d'euros pour doper la croissance

5 décembre 2019

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a présenté un vaste plan de soutien de 13.000 milliards de yens (108 milliards d'euros) pour éviter à l'économie nationale, fragilisée, de glisser dans une récession durable en 2020.

Près de 50% de ces investissements publics devraient être consacrés à la réparation et la modernisation d'infrastructures, mises à mal par une série de catastrophes naturelles ces dernières années, dont le dévastateur typhon Hagibis en octobre, qui a fait plus de 80 morts.

Le plan, prévu sur plusieurs années, est aussi destiné à alléger l'impact sur la consommation du récent relèvement de la TVA, passée de 8% à 10% depuis le 1^{er} octobre pour la plupart des biens hors alimentation.

Les mesures incluent également des aides à l'export pour les éleveurs, inquiets des conséquences de l'accord de libre-échange sur les produits agricoles récemment signé entre Tokyo et Washington et qui doit entrer en vigueur l'an prochain.

Malgré ces montants astronomiques, les économistes doutaient que ce projet s'avère aussi bénéfique que ce que le gouvernement voulait laisser entendre.

Le Japon est coutumier des plans de relance pour maintenir artificiellement son économie à flot, une politique qui a aussi pour effet pervers d'augmenter sa dette publique déjà colossale.

AMERIQUES

États-Unis : un influent journal évangélique appelle à la destitution de Trump

20 décembre 2019

Rappel du contexte

Selon les démocrates (majoritaires à la Chambre des représentants), le président américain est passible d'une destitution pour avoir demandé à un dirigeant étranger, son homologue ukrainien Volodimir Zelenski, d'enquêter sur Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate que Donald Trump pourrait donc affronter lors de l'élection présidentielle de novembre 2020.

Cette enquête a été ouverte après qu'un membre des services du renseignement américain a lancé l'alerte sur une conversation téléphonique le 25 juillet dernier entre Trump et Zelenski, accusant le président américain d'avoir fait pression pour que Kiev ouvre une enquête à des fins personnelles.

Donald Trump va-t-il perdre le soutien des évangéliques ?

Au lendemain de la mise en accusation formelle de Donald Trump, *Christian Magazine*, journal fondé par Billy Graham, célèbre pasteur évangélique américain, appelle à sa destitution. Un signal inquiétant pour le président, car 81% des évangéliques ont voté pour lui en 2016.

Les évangéliques forment 1/4 de l'électorat américain. Même ébranlés par certaines décisions du président, comme la séparation des familles de migrants, ils restaient pour l'instant massivement derrière lui et son vice-président, Mike Pence.

Trump veut un acquittement rapide

Au lendemain d'une mise en accusation historique, Donald Trump a pressé jeudi le Sénat américain dominé par son camp républicain de prendre en main son procès en destitution pour lui assurer un acquittement rapide.

"Je veux un procès immédiatement !", a tweeté le milliardaire républicain, devenu le troisième président des Etats-Unis formellement mis en accusation par la Chambre des représentants, après avoir dénoncé un "HARCÈLEMENT PRÉSIDENTIEL".

La chambre a voté mercredi en faveur de son "impeachment" pour "abus de pouvoir" et "entrave à la bonne marche du Congrès" dans l'affaire ukrainienne. Mais les débats et le résultat ont reflété la division extrême de la classe politique et, par-delà, du pays face à ce président qui depuis trois ans casse tous les codes et alimente toutes les controverses.

"100% de voix républicaines. C'est de ça que les gens parlent. Les républicains sont unis comme jamais !", s'est enthousiasmé Donald Trump, qui a su rallier à lui un parti plutôt hostile lors de son entrée fracassante en politique.

Le chef de file du camp présidentiel au Sénat, Mitch McConnell, n'a pas fait mystère de son intention de se coordonner avec la Maison Blanche pour ensuite acquitter rapidement le président.

Du coup, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a laissé entendre qu'elle pourrait ne pas transmettre immédiatement au Sénat les deux articles de loi mettant en accusation Donald Trump.

Sources : RFI, AFP

Trump part en vacances en vantant son bilan, malgré l'impeachment

20 décembre 2019

Donald Trump quitte vendredi Washington pour la Floride en mettant en avant de bons chiffres économiques et une série d'avancées, du congé parental à la force de l'Espace qui, espère-t-il, feront un peu oublier un "impeachment" infamant.

Avant de partir pour deux semaines, le président américain a prévu de signer une grande loi budgétaire qui englobe une myriade de décisions, de la politique familiale aux grandes orientations militaires.

"Je signerai aujourd'hui notre loi de défense de 738 milliards de dollars", a-t-il tweeté sur un ton triomphant, même si le texte est, comme toujours, le fruit de compromis entre élus républicains et démocrates du Congrès.

"Elle inclura 12 semaines de congé parental rémunéré, une hausse de salaires pour nos soldats, la création de la force de l'Espace, le financement du mur à la frontière sud, (...) et la hausse de l'âge légal pour fumer à 21 ans ! Enorme !".

A moins de 11 mois de la prochaine élection présidentielle, l'ancien homme d'affaires de 73 ans semble aussi déterminé à capitaliser sur de bons indicateurs économiques.

Les principaux indices de la Bourse new-yorkaise ont franchi de nouveaux records jeudi, ignorant la mise en accusation de Donald Trump.

La croissance, dans sa 11e année, a été confirmée vendredi à 2,1% au troisième trimestre, un rythme plutôt soutenu tiré par la consommation des ménages.

En outre, le marché du travail a encore surpris les économistes par sa vitalité en novembre.

Source : AFP

Amérique du Nord : nouvel accord de libre-échange

10 décembre 2019

Après une année de négociations entre États-Unis, Mexique et Canada, ces 3 pays ont signé un nouvel accord de libre-échange (AEUMC), qui modernise le traité de l'Aléna signé par Bill Clinton il y a 25 ans.

L'Aléna avait créé une vaste zone de commerce et contribué à la croissance économique et à la hausse du niveau de vie de la population des trois pays membres.

Le nouvel accord éloigne le spectre d'une guerre commerciale et va stimuler l'économie du Mexique, pays le plus pauvre des 3.

Source : AFP

Mexique : une année de présidence de Lopez Obrador ; une violence sans fin liée aux cartels de la drogue

17 décembre 2019

Rappel du contexte

Le Mexique est l'un des pays les plus dangereux du monde : 250.000 meurtres ont été recensés depuis décembre 2006, année du début de l'offensive fédérale contre les cartels de la drogue. Près de 29.000 meurtres liés au crime organisé ont été commis au Mexique l'an dernier.

Et depuis le début de l'année, environ 26 000 personnes sont mortes.

La propagation de la violence pourrait donner lieu à un nouveau record en 2019. Washington demande à Mexico de « *déclarer la guerre* » aux cartels.

L'offensive menée depuis 2006 avec l'aide de l'armée a contribué à fragmenter les cartels en cellules délictueuses plus petites et plus violentes, qui pratiquent également vols, rackets et enlèvements.

Plus de 40.000 personnes sont portées disparues au Mexique, pour la plupart victimes de la violence liée au narcotraffic. Des charniers contenant parfois plusieurs centaines de cadavres sont régulièrement découverts à travers le pays.

Ciudad Juarez (nord), est la "capitale mondiale du meurtre".

Règlement de comptes entre gangs, opérations militaires contre les cartels ou balles perdues, ici la mort frappe n'importe quand, n'importe qui.

Un an que Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) est au pouvoir

Ce président de gauche reste très populaire malgré un bilan mitigé : malgré les problèmes économiques et de violence que connaît le pays.

Au niveau social, il a réussi à lancer de nouveaux programmes qui doivent améliorer les conditions de vie des plus pauvres.

Il a aussi imposé une politique d'austérité gouvernementale. Il a enregistré certains progrès dans sa lutte contre la corruption. Et il est parvenu à négocier un nouvel accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada.

Quant aux échecs, ils se situent à deux niveaux. Au plan économique, le Mexique stagne avec une croissance quasiment nulle cette année. Mais le grand défi, c'est l'insécurité et la violence.

Cette année encore, les violences ont augmenté et les mesures qu'il a prises, comme la création de la Garde nationale, n'ont pas eu d'effets.

Bilan annuel de RSF : le Mexique, un pays meurtrier pour les journalistes

Les zones de conflit ont été moins meurtrières pour les journalistes cette année, selon RSF. Le nombre de nos confrères tués dans l'exercice de leur métier est tombé à 49 en 2019, contre 80 en 2018. 29 confrères ont été tués dans des zones de paix.

Comme l'an passé, 10 journalistes ont été assassinés en 2019 au Mexique, un pays dit « *en paix* ». À l'échelle de l'Amérique latine, ils sont 14. C'est le dramatique constat que fait l'ONG Reporters sans frontières (RSF) dans son bilan annuel sur les dangers liés à l'exercice de notre profession dans le monde.

Le Mexique est actuellement le pays le plus meurtrier au monde pour les journalistes, à égalité avec la Syrie, un pays en guerre.

Enquêter sur le narcotrafic au Mexique expose à la mort.

Plus de 90% des crimes perpétrés contre les journalistes n'ont jamais été résolus au Mexique.

Selon Balbina Flores, représentante de RSF sur place, « *les plus visés sont ceux qui traitent de sujets qui touchent à la police, à la politique et à la corruption. Nous savons clairement d'où ça vient : en général, les responsables sont des fonctionnaires publics, parfois en lien avec le crime organisé.* »

Le président américain pense classer les cartels de la drogue comme des groupes terroristes

Les déclarations de Donald Trump, qui a l'intention de classer les cartels de la drogue comme des groupes terroristes, ont provoqué des réactions critiques des Mexicains.

« *Coopération oui, interventionnisme non !* » C'est en ces termes que s'est exprimé le président Lopez Obrador.

Début novembre, 3 femmes et 6 enfants d'une communauté mormone américaine établie dans le nord du Mexique ont été tués lors d'une attaque attribuée aux cartels, très influents dans la région frontalière.

« *Si le Mexique a besoin ou demande de l'aide pour se débarrasser de ces monstres, les États-Unis sont prêts, volontaires et capables de s'engager pour faire le boulot rapidement et avec efficacité* », avait tweeté M. Trump. Il faut rappeler que la puissance financière des cartels leur permet de corrompre de nombreux responsables politiques.

Le Mexique bénéficie déjà d'une vaste assistance sécuritaire américaine, sous la forme notamment de l'Initiative Merida qui a permis le versement de 1,8 milliard de dollars depuis 2008 pour combattre le trafic de drogue, la criminalité et l'impunité qui sévissent dans ce pays.

Un convoi de parents de migrants disparus parcourt le Mexique

Un convoi composé d'une cinquantaine de parents de migrants d'Amérique centrale disparus est parti mi-novembre du sud du Mexique, espérant parcourir 5.000 km dans l'espoir de retrouver la trace de leurs enfants manquants.

“Il y a énormément de migrants disparus au Mexique. Entre 70.000 et 120.000, selon les calculs. Beaucoup sont dans des fosses communes, d'autres dans des charniers clandestins, d'autres encore à la morgue”, a expliqué à l'AFP Martha Sanchez, une des organisatrices du mouvement.

“D'autres se cachent quelque part au Mexique et mènent des vies plus ou moins normales, en travaillant, mais n'ont pu reprendre contact avec leurs familles”, a-t-elle ajouté.

Depuis la première édition de la “Caravane”, il y a 15 ans, le mouvement a réussi à retrouver 310 migrants disparus, selon Mme Sanchez.

Sous la pression des Etats-Unis, les autorités mexicaines ont durci leur politique à l'égard des migrants centraméricains traversant leur territoire, déployant notamment depuis juin 27.000 soldats entre les frontières sud et nord du pays. Le flux migratoire a depuis considérablement diminué.

Sources : RFI, AFP, Reuters

Haïti : le PAM renforce ses opérations pour aider 700.000 personnes

6 décembre 2019

Rappel du contexte

Haïti est en proie à une grave crise avec des manifestations à répétition, souvent émaillées de violences, depuis le mois d'août pour réclamer la démission du président Jovenel Moïse. Selon l'ONU, au moins 42 personnes sont mortes depuis mi-septembre dans ces manifestations organisées dans les principales villes du pays.

Majoritaires dans les manifestations, les habitants des quartiers les plus pauvres exigent d'autant plus la démission du chef de l'État que des entreprises qu'il dirigeait avant son entrée en politique ont été épinglées par la Cour supérieure des comptes comme étant “au cœur d'un stratagème de détournement de fonds”.

La mobilisation populaire contre le pouvoir de Jovenel Moïse a été lancée fin août après une longue pénurie de carburants dans le pays. Le chef d'État n'a pas fourni de détails sur d'éventuelles mesures d'urgence contre les blocages criminels des routes qui s'organisent depuis quelques semaines ou pour lutter contre l'emprise des gangs.

L'Etat en Haïti ne dépasse plus les frontières du palais national. Au-delà, les gangs font leur loi. Les massacres perpétrés par les gangs se multiplient.

De plus, la complicité de personnes au pouvoir est fortement soupçonnée, vu que les armes affluent malgré l'embargo.

Plus d'une personne sur trois a besoin d'une aide alimentaire urgente

Plus d'un Haïtien sur trois est dans une situation d'insécurité alimentaire et a besoin d'une aide urgente pour faire face à ses besoins alimentaires quotidiens, a averti le Programme alimentaire mondial (PAM).

En 2019, le PAM a apporté une aide alimentaire d'urgence à plus de 150.000 personnes en Haïti. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire urgente devrait passer de 3,7 millions à 4,1 millions en mars 2020, mais l'insécurité entrave les efforts du PAM et d'autres organisations humanitaires pour atteindre les personnes dans le besoin.

Le PAM a annoncé début décembre l'intensification de ses opérations pour apporter une assistance alimentaire d'urgence à 700.000 personnes en Haïti.

Selon le PAM, plusieurs millions d'Haïtiens ont été durement touchés par la hausse des prix, l'affaiblissement de la monnaie locale et la baisse de la production agricole. Les troubles survenus au cours des trois derniers mois ont également rendu impraticables de nombreuses routes principales, limitant davantage l'accès à la nourriture des plus pauvres.

Les récents troubles ont entravé les efforts de toutes les organisations humanitaires. Le transport de vivres du PAM vers de nombreuses communautés vulnérables a été affecté. Le programme d'alimentation scolaire du PAM est considéré comme le plus grand filet d'assistance sociale en Haïti.

Le programme d'alimentation scolaire du PAM fournit des repas à 300.000 enfants par an dans 1.200 écoles du pays. Mais seulement 60% des écoles ont réouvert depuis le début des troubles il y a trois mois.

Le PAM a aussi considérablement augmenté son appui à l'agriculture locale conformément aux plans du gouvernement visant à revitaliser le secteur agricole afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Le PAM lance un appel de fonds de 62 millions de dollars.

Sources : RFI, AFP, ONU

Cuba : la pauvreté

12 décembre 2019

Washington, qui applique un embargo économique depuis 1962, fait tout pour forcer Cuba à retirer son soutien au gouvernement de Nicolas Maduro au Venezuela. Les sanctions américaines contre les navires transportant du pétrole du Venezuela, principal fournisseur de l'île, ont considérablement réduit le carburant à Cuba.

Face au manque de carburant, la traction animale (bœufs et chevaux) est plus que jamais présente sur l'île.

Si, dans les grandes villes, de longues files se sont formées aux stations-service, dans les campagnes la seule solution a été de s'appuyer sur les animaux.

Parmi les autres sanctions américaines contre Cuba, les Etats-Unis ont durci leurs sanctions visant le secteur essentiel du tourisme à Cuba, et fait pression pour que l'île ne puisse plus envoyer de médecins à l'étranger.

Ce secteur économique vital est dénoncé par Washington comme un système esclavagiste et politisé.

Cuba a envoyé depuis 1963 plus de 400.000 professionnels de santé dans 164 pays.

En un an, 9.000 médecins cubains employés à l'étranger ont dû rentrer chez eux après l'annulation de leurs contrats.

L'envoi de médecins à l'étranger restait la principale source de revenus externes pour l'économie cubaine.

Sources : AFP, RFI

Pérou : des milliers d'hectares de plantations de feuilles de coca détruits

14 décembre 2019

Au Pérou, le gouvernement a annoncé qu'il avait déjà atteint son objectif d'éradication de plantations de feuilles de coca de l'année 2019 dans les principales zones de production de drogue du pays.

Le Pérou est avec la Colombie l'un des deux principaux pays producteurs de coca.

Plus de 25 000 hectares de plantations de coca ont été détruits depuis le début de l'année dans les deux principales zones de production du Pérou.

Ce sont des zones dangereuses où se trouvent encore de très nombreux trafiquants protégés par plusieurs centaines de combattants qui se réclament toujours de la guérilla maoïste du Sentier lumineux même si en réalité, leur activité principale n'est plus que le trafic de drogue.

Les trafiquants s'adaptent en permanence aux opérations anti-drogue et au marché.

La consommation de drogue a augmenté dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Chili. Ces trois pays sont également des zones d'exportation de drogue vers les marchés émergents comme l'Asie.

Par conséquent, les trafiquants ont commencé à se rapprocher de ces pays et à défricher de nouvelles zones de plantations en région amazonienne, par exemple sur la triple frontière entre le Pérou, la Colombie et le Brésil, mais également dans la région tropicale de Puno, proche de la Bolivie et du Brésil.

Ces nouvelles plantations se multiplient dans des zones protégées, des réserves naturelles, ce qui est très inquiétant. Cela provoque de la déforestation et une menace sur les populations indigènes de l'Amazonie, notamment les tribus très fragiles qui sont encore en isolement volontaire.

Source : RFI

Brésil : la mairie de Rio est en cessation de paiements

18 décembre 2019

Rio est officiellement en état de cessation de paiements depuis ce lundi 16 décembre. La célèbre ville brésilienne traverse une profonde crise financière, pour cause de mauvaise gestion. Les fonctionnaires ne sont plus payés - certains même depuis plusieurs mois.

Dans les hôpitaux de la ville, les patients sont livrés à eux-mêmes ou aux membres de leurs familles qui peuvent les accompagner. Dans les maternités, les images de la télévision locale montrent des mères qui doivent s'occuper elles-mêmes de leurs bébés dans les couveuses.

Au dehors, des manifestants brandissent des pancartes pour dénoncer l'effondrement du service public. Les spécialistes des finances publiques dénoncent une mauvaise gestion. Mais ce n'est pas la première fois que cela arrive : après les JO de 2016, l'État de Rio avait lui aussi suspendu le paiement des salaires des fonctionnaires pendant plusieurs mois.

Source : RFI

Favelas brésiliennes : la violence policière atteint des sommets lors de la lutte contre les narcos

14 décembre 2019

Au Brésil, il y eût l'an dernier plus de 57.000 homicides.

Alors que le président brésilien se félicite d'une baisse des homicides, la violence policière atteint des records dans les favelas en 2019.

Entre janvier et octobre 2019, la police de São Paulo a tué 697 personnes. Dix de plus que l'année dernière à la même période. Dans l'État de Rio de Janeiro, les chiffres sont encore plus impressionnants, avec 1 546 personnes tuées par la police.

Ces tristes statistiques s'expliquent par la politique sécuritaire et répressive des États de Rio et São Paulo. Les gouverneurs des deux États se sont fait élire l'année dernière avec un discours violent à l'égard des populations des favelas.

Si les policiers visent officiellement les narcotrafiquants, les victimes civiles sont nombreuses, dont des enfants. Pour les habitants des favelas de Rio de Janeiro en proie à la violence et souvent sous le joug des criminels, le danger vient aussi du ciel, avec des snipers de la police qui tirent, depuis des hélicoptères, près des crèches ou des écoles, comme dans un pays en guerre.

A Rio, Maré est un ensemble de 16 favelas regroupant plus de 140.000 personnes. Il n'est pas rare d'y apercevoir des jeunes armés de fusils d'assaut, dans cette zone sensible où une artère surnommée la "Bande de Gaza" délimite les territoires contrôlés par deux gangs rivaux de narcotrafiquants.

Pour Silvia Ramos, spécialiste du Centre de recherches sur la sécurité et la citoyenneté (Cesec), le recours accru aux hélicoptères est directement lié à l'arrivée en janvier d'un nouveau gouverneur à la tête de l'État de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, adepte d'une ligne dure proche de celle du président Jair Bolsonaro.

L'Etat de Rio de Janeiro est le laboratoire d'une nouvelle politique sécuritaire. Le gouverneur Wilson Witzel promet le recours à des snipers pour liquider les personnes armées dans les favelas. Quand ces snipers tirent depuis les hélicoptères, ce sont de véritables scènes de guerre.

Sources : RFI, AFP

Le Brésil régularise la situation de plus de 21000 réfugiés vénézuéliens

6 décembre 2019

Il y a actuellement environ 240 000 Vénézuéliens au Brésil. Le Brésil a accordé le statut de réfugiés à 21 432 Vénézuéliens en une seule fois. C'est le Comité national des Réfugiés (Conare) qui a pris cette décision express, en raison de la gravité de la situation des droits de l'Homme au Venezuela.

Cette reconnaissance en masse du statut de réfugié est justifiée, selon le Brésil, par une « violation grave et généralisée des droits de l'homme » au Venezuela sous la présidence de Nicolas Maduro. Maintenant, les Vénézuéliens remplissant les critères nécessaires pourront passer par cette procédure accélérée.

Source : RFI

Colombie : manifestation bruyante et colorée contre le président

9 décembre 2019

Début décembre, des dizaines milliers de manifestants ont défilé, chanté et fait résonner des casseroles à Bogota dans une manifestation colorée par des artistes, pour protester une fois de plus contre la politique du président de droite colombien Ivan Duque.

Le mouvement a débuté en novembre pour exiger un changement de direction, dans un pays où les inégalités sont fortes.

M. Duque, en fonction depuis l'été 2018 et impopulaire, a tenté de répondre au mouvement par un "Dialogue social" qui n'a jusque-là donné aucun résultat.

Ses opposants réclament entre autres le retrait d'un projet de réforme fiscale, une politique économique plus favorables aux plus défavorisés, des moyens pour l'éducation, le respect de l'accord de paix de 2016 avec l'ex-guérilla des Farc, et la fin des assassinats de militants communautaires.

Source : AFP

Chili : 2 mois de manifestations

20 décembre 2019

La crise qui se déroule depuis le 18 octobre a fait 24 morts et des milliers de blessés au cours des manifestations. De nombreuses violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre ont été dénoncées, notamment par l'ONU.

Une hausse du prix du ticket de métro dans la capitale a été le détonateur de cette fronde sociale inédite. Malgré la suspension de la mesure, le mouvement s'est amplifié, nourri par le ressentiment face aux inégalités sociales.

A Santiago, ville marquée par les violents affrontements des manifestations, 95% des habitants rejettent les pillages et les vols. Mais après deux mois de mobilisation, ils sont encore 70% à soutenir les revendications du mouvement "Chile despertó" (le Chili s'est réveillé), selon l'institut Cadem.

Source : AFP

AFRIQUE

Travail des enfants en RDC : plainte aux États-Unis contre les géants de la tech

17 décembre 2019

C'est la face sombre de la Silicon Valley. Une plainte a été déposée aux États-Unis contre cinq des plus grandes entreprises technologiques pour travail forcé d'enfants en Afrique.

Tesla, Apple, Google, Dell et Microsoft sont accusés de complicité de travail forcé d'enfants dans les mines de cobalt en RDC.

Certains de ces enfants ont été tués et mutilés pour produire le cobalt utilisé pour fabriquer les batteries de téléphone. L'ONG International Rights Advocates (IRAdvocates) a déposé une plainte devant la justice fédérale américaine au nom de 14 familles congolaises qui demandent réparation à ces entreprises qui sont les plus riches de l'industrie de la tech aux États-Unis.

Dans sa plainte, l'ONG américaine IRAdvocates ne mâche pas ses mots, accusant les géants de Silicon Valley d'être complices d'abus extrêmes en RDC où est extrait 60% du cobalt mondial, souvent par des enfants.

Ce minerai, les géants de la tech californienne l'importent pour fabriquer les batteries rechargeables au lithium, utilisées dans tous les téléphones, les ordinateurs et les voitures électriques.

Mais en RDC, selon l'ONG, l'extraction de ce cobalt tue et mutilé des enfants forcés à travailler dans des conditions effroyables pour un ou deux dollars par jour.

Selon l'Unicef, en 2014, 40 000 enfants congolais travaillaient dans les mines de cobalt au Katanga.

Source : RFI

Soudan du Sud : la faim s'aggrave

12 décembre 2019

Le Soudan du Sud est déchiré par une guerre civile depuis plusieurs années.

Ce pays représente la plus grande crise de réfugiés en Afrique, avec près de 2 millions de déplacés internes et plus de 2 millions de Sud-Soudanais réfugiés en Ouganda, Éthiopie, Kenya, République centrafricaine et République démocratique du Congo.

Plus de la moitié des 6,35 millions de Sud-Soudanais sont toujours confrontés à une grave insécurité alimentaire, même si les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

De plus, après une sécheresse destructrice, les inondations (saisonnnières mais catastrophiques cette année) survenues depuis juillet ont touché plus d'un million de personnes, notamment des personnes déplacées, des réfugiés, et les communautés qui les accueillent.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies est dans une course contre la montre pour mobiliser des fonds vitaux afin de nourrir des millions de personnes. L'agence a besoin de 270 millions de dollars pour le premier semestre de 2020.

Sources : RFI, ONU, Reuters

Soudan du Sud : Kiir et Machar s'engagent à former un gouvernement fin février

17 décembre 2019

Rappel du contexte

Le 12 novembre, le chef rebelle Riek Machar était censé rentrer à Juba pour occuper le poste de premier vice-président, avant la formation d'un gouvernement d'union nationale. La dernière fois que Riek Machar était rentré définitivement au pays, c'était en 2016. Mais la guerre avait repris peu après.

Plus d'un an après la signature de l'accord de paix, son application accuse un retard chronique. Deux points sont particulièrement sensibles : la sécurité entourant le retour du chef rebelle et les divisions administratives du pays, le président Kiir étant accusé de vouloir favoriser son ethnie, les Dinkas.

Selon son entourage, l'opposant ne rentrera pas tant que l'armée unifiée ne sera pas opérationnelle... La formation de cette force de 83 000 soldats et anciens rebelles accuse un énorme retard. Le Conseil de sécurité de l'ONU se dit déçu par l'intransigeance de Riek Machar.

En tout cas, l'intensité du conflit a diminué depuis l'accord de paix de septembre 2018, même si la population n'a pas repris sa vie normale et attend de voir ce qui se passera. Avec plus de 400 000 morts, les Sud-Soudanais sont épuisés par la guerre.

Un gouvernement, enfin ?

Le chef rebelle Riek Machar et le président Salva Kiir promettent un gouvernement d'union pour le Sud Soudan d'ici la fin février, une échéance déjà repoussée par deux fois. Les deux hommes se sont rencontrés à Juba et ont voulu afficher leur engagement.

S'il reste encore des désaccords, le président Kiir a annoncé que les points non résolus seront alors pris en main par le nouveau cabinet. Parmi eux, la question des États fédéraux, un sujet crucial au cœur de la guerre civile.

Cette annonce commune démontre un changement de ton, notamment côté rebelle : Riek Machar exigeait jusqu'alors le règlement des principaux blocages avant son retour définitif à Juba.

Le chef du SPLM-IO Riek Machar est justement de passage dans la capitale sud-soudanaise depuis plus d'une semaine. Or pendant son séjour, la pression américaine s'est accentuée.

Les USA prennent des sanctions

Coup sur coup, Washington a sanctionné 5 agents des renseignements et 2 ministres accusés de bloquer le processus de paix et d'aggraver le conflit, et promis de nouvelles restrictions de visas. La contrainte américaine a peut-être payé.

Peu de temps auparavant, les États-Unis avaient rappelé leur ambassadeur pour « réexaminer » les relations avec le Soudan du Sud.

D'autre part le Trésor américain avait pris des sanctions contre deux hommes d'affaires et les six sociétés qu'ils contrôlent.

Ils sont accusés de corruption et de fraudes multiples en lien avec des officiels du gouvernement à Juba.

Très bien connectés au sein du pouvoir, ils sont désormais sur la liste noire du Trésor américain.

La sous-secrétaire d'État américaine Sigal Mandelker explique que les activités de ces deux individus alimentent la guerre civile dans le pays. Les deux hommes d'affaires et six de leurs sociétés servaient notamment à préserver l'argent d'officiels sud-soudanais déjà sous sanctions, afin qu'ils puissent conserver leur fortune hors du pays.

Ils ont également versé des pots-de-vin afin de décrocher des marchés publics, alimentant un vaste système de corruption impliquant des responsables du gouvernement. Une de ces entreprises a même importé des véhicules blindés utilisés par l'armée contre des civils.

Des millions de Sud-Soudanais déplacés par les violences ; crise humanitaire

Malgré la signature de l'accord de paix l'année dernière, la situation reste critique, avec des millions de Sud-Soudanais déplacés par les violences et ayant besoin de sécurité et d'aide humanitaire.

Le Soudan du Sud, plus jeune nation du monde, est la plus grande crise humanitaire et de réfugiés d'Afrique, avec plus de 2 millions de personnes en quête de sécurité dans les pays voisins et un nombre égal de déplacés à l'intérieur du pays.

Et plus de la moitié des 6,35 millions de Sud-Soudanais sont toujours confrontés à une grave insécurité alimentaire, même si les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

Un progrès toutefois, dans le pays il faut noter le maintien du cessez-le-feu permanent dans la plupart du pays. Malgré la réduction des violences, les obstacles administratifs aux livraisons humanitaires demeurent malheureusement encore trop fréquents.

D'autre part, si des progrès ont été accomplis, il faut noter que les violences sexuelles se poursuivent à des niveaux élevés, avec une forte impunité, pendant que des enfants continuent d'être recrutés de force comme soldats, notamment par l'opposition.

Sources : RFI, AFP

Le Soudan fête sa révolution, réclame "justice pour les martyrs", se rapproche des USA

19 décembre 2019

Chants, danses et concerts traditionnels, mais aussi demande de "justice pour les martyrs" de la révolution : des centaines de milliers de Soudanais sont descendus dans les rues jeudi à l'occasion du premier anniversaire du soulèvement qui a mis fin au régime d'Omar el-Béchir, après 30 ans de règne autoritaire.

Selon Amnesty International, au moins 177 personnes avaient été tuées dans la répression du mouvement et plus de 250 d'après un comité de médecins proche des manifestants.

Le Premier ministre Abdallah Hamdok, nommé après de longues négociations entre l'armée et les contestataires, a décrété que le pays devait célébrer sa révolution "durant tout décembre".

M. Hamdok a entamé des réformes, avec notamment le démantèlement du régime d'Omar el-Béchir et le lancement de pourparlers de paix avec les groupes rebelles des Etats du Darfour, du Kordofan-Sud et du Nil Bleu, théâtres de violents conflits sous Béchir.

Mais le pays fait toujours face à une grave crise économique.

Si Washington a levé son embargo économique en 2017, il maintient le Soudan sa liste noire des "Etats soutenant le terrorisme", ce qui constitue un handicap majeur pour son économie.

Les transactions financières internationales et les investissements étrangers restent donc impossibles.

La procédure de retrait de la liste noire prendra du temps. Washington cherche notamment à s'assurer que le régime de M. Béchir est bien en cours de démantèlement. Ainsi, fin novembre, les autorités de transition ont annoncé la dissolution du parti du président déchu, et samedi celle des syndicats mis en place sous Béchir et considérés comme lui étant largement favorables.

Autre signe favorable du nouveau régime, le Soudan a annoncé la fermeture des bureaux du Hamas et du Hezbollah. Selon un responsable, le gouvernement envisage de fermer non seulement les bureaux du Hezbollah et du Hamas, mais aussi ceux de "tout autre groupe islamiste dont le but est le terrorisme".

En attendant la décision américaine au sujet de la liste noire, les USA et le Soudan se rapprochent : les Etats-Unis apportent un soutien appuyé au Premier ministre de transition Abdallah Hamdok.

"Les Etats-Unis et le Soudan ont décidé d'engager le processus visant à échanger des ambassadeurs après une pause de 23 ans", a annoncé le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. Un ambassadeur américain va donc prochainement être nommé à Khartoum.

Sources : RFI, AFP, i24NEWS

Centrafrique : presque un an après son lancement, où en est le désarmement ?

7 décembre 2019

Rappel du contexte

La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis que la Séléka, une coalition ethnique musulmane de groupes armés, a renversé le régime du président François Bozizé en 2013.

Le 6 février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix à Khartoum, censé mettre un terme aux combats opposant les rebelles aux forces loyalistes mais aussi entre ces groupes armés rivaux, qui contrôlent 70% du territoire.

Depuis le début de la guerre civile, l'embargo sur les armes était total pour le pays même s'il a bénéficié depuis 2017 de quelques exemptions accordées par l'ONU, notamment à la Russie et à la France. Combattre les groupes armés est donc difficile, d'autant plus que ceux-ci s'approvisionnent facilement en armes. Le 14 septembre, l'embargo a été nettement assoupli.

La Russie fournit déjà beaucoup d'armes à la Centrafrique, mais le président Faustin-Archange Touadéra en demande davantage à son homologue russe Vladimir Poutine, qui qualifie la Centrafrique de "partenaire prometteur". Ce pays regorge en effet de gisements d'aluminium, de cuivre, d'or, de diamant, d'uranium et de puits de pétrole.

Depuis l'accord de paix de février 2019, les violences ont baissé même si la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) répertorie 50 à 70 violations de l'accord par semaine.

Le désarmement des groupes armés est très lent

Le 17 décembre 2018, le président Touadéra lançait officiellement le grand DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration) en Centrafrique qui prévoit le désarmement de 5000 à 7000 combattants.

Mais les groupes armés sont réticents à rendre les armes dans le cadre du DDR. Ils favorisent à la place le dépôt de munitions.

Autre problème : le détournement possible des fonds du comité.

1321 hommes sont passés par la phase de démobilisation/désarmement en Centrafrique. Une partie de ces hommes vont intégrer les unités spéciales mixtes de sécurité prévues par l'accord de paix de février 2019.

Sources : RFI, AFP

Sénégal : HRW dénonce l'inaction de l'État face au problème des enfants talibés

16 décembre 2019

Ces jeunes garçons sont scolarisés dans les écoles coraniques du pays, parfois mendiants. Ils seraient 100 000 d'après HRW, qui publie un rapport pour demander des mesures fortes de la part des autorités.

Au Sénégal, la récente affaire d'élèves enchaînés dans une école coranique a relancé le débat sur le statut de ces structures, appelées « daaras », qui enseignent aux enfants la mémorisation du Coran, et qui restent en dehors du système éducatif national.

Le gouvernement avait promis une loi qui créerait un cadre juridique pour les écoles coraniques. Mais le processus traîne.

Difficile de savoir précisément combien de *daaras* fonctionnent au Sénégal.

La fédération des écoles coraniques avance le chiffre de 22 000, mais il n'existe pas de statistiques officielles. Pas de statut légal non plus.

Au Sénégal, les talibés, ces enfants étudiants dans des écoles coraniques, sont nombreux à être victimes de mauvais traitements et à mendier.

Au Nigeria, 9 millions d'enfants et d'adolescents seraient enrôlés dans ce type d'écoles islamiques privées. Elles sont très répandues dans le nord, surtout musulman, où la pauvreté est très élevée et où les services publics sont souvent absents.

Consciente du problème, la présidence nigériane a fait part de sa volonté de réformer le système, et les raids se multiplient.

En quelques semaines, plus de 1 000 jeunes ont été libérés par la police au cours d'interventions dans des écoles religieuses du nord du pays.

Source : RFI

Sénégal : un collectif de jeunes journalistes dénonce la corruption au quotidien

9 décembre 2019

Le Sénégal est le 67^e pays sur 160 le plus corrompu au monde d'après le classement de Transparency International. À Dakar, un collectif de jeunes journalistes, la Maison des reporters, veut dénoncer cette corruption.

Le tout premier documentaire pointe du doigt une corruption qui ne dit pas son nom, et s'insinue dans des gestes au quotidien.

Le premier épisode de 15 minutes a été tourné majoritairement en caméra cachée.

La Maison des reporters donne la parole aux chauffeurs de taxi ou de cars rapides mécontents de devoir donner 1 000 à 5 000 francs CFA, entre deux et neuf euros. Des pots-de-vin remis à chaque contrôle policier ou presque.

Source : RFI

Nigéria : 17 millions d'enfants restent « invisibles » malgré un enregistrement des naissances en hausse

11 décembre 2019

Malgré une augmentation significative de l'enregistrement des naissances, 17 millions d'enfants nigériens de moins de 5 ans restent « invisibles », selon un nouveau rapport sur l'enregistrement mondial des naissances publié par l'UNICEF.

Selon l'agence onusienne, 1 enfant sur 5 n'est toujours pas enregistré dans ce pays. « Sans preuve d'identité, les enfants sont souvent exclus de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services vitaux, et sont vulnérables à l'exploitation et aux abus ».

Et malgré des progrès, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne sont à la traîne par rapport au reste du monde. Certains des niveaux d'enregistrement les plus bas se trouvent au Tchad (12%) et en Guinée-Bissau (24%).

Dans le monde, 166 millions d'enfants de moins de cinq ans, soit 1 sur 4, ne sont pas enregistrés.

Source : ONU

Au Sahel, le nombre de personnes en insécurité alimentaire a doublé en un an

9 décembre 2019

En Afrique de l'Ouest, et notamment au Sahel, plus de 9 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire immédiate en raison de la montée des violences et de l'insécurité, un chiffre qui a doublé depuis 2018, selon le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA).

Sur octobre-décembre 2019, le Nigeria, qui abrite 4 millions de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire immédiate, notamment dans le nord-est où agit Boko Haram, est le pays le plus durement touché.

Vient ensuite le Niger, puis le Burkina Faso.

La montée de l'insécurité et des violences intercommunautaires est la principale cause de cette situation de crise. Non seulement l'insécurité perturbe les échanges commerciaux, mais elle entraîne surtout dans chacune de ces zones de forts déplacements de population. Les déplacés rencontrent alors les plus grandes difficultés pour se nourrir.

Si rien n'est fait rapidement, la situation pourrait gravement empirer l'été prochain notamment dans la région du lac Tchad et dans celle du Liptako Gourma, prévient le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA).

Le nord du Sénégal et la Mauritanie pourraient également être touchés en raison d'un important déficit fourrager dû à la sécheresse. Plus de 14 millions de personnes auraient alors besoin d'une aide alimentaire immédiate.

Source : RFI

Au Niger, 2,9 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire en 2020 (ONU)

15 décembre 2019

La situation humanitaire au Niger se dégrade, a alerté une haute responsable de l'ONU. Ce pays d'Afrique de l'Ouest est confronté à de multiples crises. Violences et déstabilisations dans les zones frontalières, insécurité alimentaire, déplacements massifs de population, répercussions du changement climatique.

Les défis sont nombreux et les Nations Unies tirent la sonnette d'alarme. « 2,3 millions de personnes, c'est-à-dire plus d'une personne sur dix, ont besoin d'assistance humanitaire. L'année prochaine, le nombre risque d'atteindre environ 2,9 millions », a alerté la Sous-Secrétaire générale adjointe de l'ONU aux affaires humanitaires, Ursula Mueller.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), 500 civils ont été tués ou enlevés en 2019 au Niger dans le contexte accru de violences. La Sous-Secrétaire générale s'est rendue à Diffa, au sud-est du Niger. Cette ville frontalière du Nigéria accueille 260.000 personnes déplacées du bassin du Lac Tchad.

Des milliers d'enfants et leurs familles ont été affectés par les violences et le changement climatique. Mme Mueller s'est dit préoccupée par l'aggravation de la situation dans le bassin du Lac Tchad.

Les violences ne sont pas l'unique facteur de déstabilisation du Niger. Le pays est actuellement confronté à des inondations, les pires qu'il est connu depuis un siècle. Des hectares entiers de terres cultivées ont été ravagés.

Dans le sud du Niger, la ville de Maradi n'est qu'à 50 kilomètres de la frontière avec le Nigéria. 35.000 Nigériens ont trouvé refuge dans cette ville, fuyant les violences. Des bandes armées attaquent des villages au Nigéria.

Le budget du plan de réponse humanitaire pour le Niger en 2019 s'élevait à 407 millions de dollars. A deux semaines de la fin de l'année, il n'était financé qu'à hauteur de 59%. « Cela signifie que 4 personnes sur 10 n'ont pas reçu l'aide humanitaire dont ils ont besoin pour survivre », a dit Mme Mueller.

Source : ONU

Sahel : un nouveau financement pour appuyer l'éducation des enfants piégés dans des crises

15 décembre 2019

Plus de 320 000 enfants et jeunes sont touchés par les fermetures d'écoles. Une recrudescence des attaques contre les écoles a été enregistrée au Mali et au Niger depuis 2017.

Le Fonds Éducation sans délai (« Education Cannot Wait ou ECW) a annoncé une nouvelle tranche de financement de 3,7 millions de dollars pour soutenir des programmes d'éducation en situation d'urgence au Mali et au Niger.

Ce financement permettra d'appuyer l'accès à l'éducation de plus de 160.000 enfants et jeunes touchés par l'insécurité, les déplacements, les conflits et les crises en cours dans ces deux pays du Sahel où la situation humanitaire s'est fortement dégradée.

Par le biais des gouvernements nationaux et des partenaires de mise en œuvre sur le terrain, le financement d'ECW soutiendra la construction et la réhabilitation de salles de classe pour 15.000 enfants et jeunes non scolarisés et fournira du matériel d'apprentissage à plus de 100 000 élèves.

Il favorisera également une bonne hygiène menstruelle pour plus de 130 000 filles et assurera des environnements d'apprentissage plus protecteurs pour plus de 160 000 élèves. Un important manque de financement pour la réponse humanitaire dans le secteur de l'éducation persiste toutefois dans les zones ciblées par les interventions.

Source : ONU

Sahel : l'impossible lutte contre les djihadistes

19 décembre 2019

Rappel du contexte

Face aux attaques djihadistes, force est de constater que la force multinationale (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad) qui devait comprendre 5.000 hommes, l'opération Barkhane (4.500 militaires français), et la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation pour le Mali, 13.000 hommes) n'arrivent pas à faire front.

Depuis plusieurs mois, le nord du Burkina et le centre du Mali subissent des attaques djihadistes. Les attaques terroristes dans l'espace du G5 Sahel ont fait 500 victimes de juin à septembre 2019. Des analystes pensent que plusieurs groupes terroristes seraient à la manœuvre dans ces récentes attaques. Et posent la question de leur possible collaboration.

Mi-septembre, les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont donc décidé d'un plan d'un milliard de dollars sur quatre ans pour éviter notamment que les jihadistes étendent leurs attaques aux pays situés plus au sud.

Le président de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Brou, avait rappelé : "2.200 attaques ces quatre dernières années, 11.500 morts, des milliers de blessés", "des millions de déplacés", une "activité économique considérablement affectée", des "conflits intercommunautaires exacerbés" au Sahel et une menace qui s'étend au Sud.

Par ailleurs, la France a récemment déploré l'engagement non encore tenu par l'Arabie saoudite concernant sa promesse de financement à hauteur de 100 millions d'euros, prise en décembre 2017, de la force de sécurité conjointe du G5 Sahel engagée contre les groupes jihadistes.

L'armée française déploie ses drones armés au Sahel face aux jihadistes

Un outil de plus dans la panoplie, sans changement de doctrine : la France dispose désormais de drones armés pour traquer les jihadistes au Sahel.

Un nouvel atout, alors que la situation ne cesse de se dégrader au Sahel, en particulier dans la zone dite des "trois frontières" entre Mali, Niger et Burkina Faso.

Paris rejoint ainsi le club restreint des pays utilisant des drones armés, parmi lesquels les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël. L'armée française recevra l'an prochain 6 Reaper supplémentaires, équipés de missiles américains Hellfire guidés par GPS. Le parc de drones doit monter à 12 en 2025, puis 24 en 2030.

Alors que la dégradation sécuritaire s'accélère au Sahel, les drones armés n'offriront pas de solution miracle, prévient un officier. "Il est impossible de tout surveiller dans cette zone vaste comme l'Europe. Dans un drone, on voit comme dans une paille. S'il se passe quelque chose à 20km de l'endroit surveillé, on le rate".

Mahamadou Issoufou, président du Niger : « Nous avons besoin de plus de Barkhane »

Huit jours après l'attaque contre la garnison d'Inates au Niger qui a causé la mort de 71 militaires, le président Mahamadou Issoufou s'exprime pour la première fois. Un entretien accordé à Gaëlle Laleix de RFI et Cyril Payen de France 24.

« Non, je ne pense pas que l'on puisse dire que la situation est hors de contrôle, mais on peut dire que la situation est grave. Parce que la situation sécuritaire se dégrade de jour en jour depuis quelques temps. La menace devient de plus en plus intense et elle s'étend dans l'espace. »

« Il ne faut jamais l'oublier, c'est quand même la communauté internationale qui a créé le chaos en Libye. Et ce qui se passe dans le Sahel est une des conséquences du chaos libyen ! Par conséquent, la communauté internationale ne peut pas, ne doit pas se défaire. »

« A plusieurs reprises, nous avons demandé à ce que la force conjointe du G5 Sahel qu'on a mise en place soit mise sous le chapitre VII de la Charte des Nations unies. On nous l'a refusé. Nous avons demandé à ce que la Minusma soit placée sous un mandat plus fort, plus robuste que le mandat de maintien de la paix. Là, également, nous ne l'obtenons pas. »

« En Libye, il n'y a pas d'État. Il y a un chaos total. Donc dans ce territoire qui n'est pas contrôlé, où il n'y a pas d'autorité, les armes continuent à être répandues dans le Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. On le sait, on a des informations précises par rapport à cela. »

« Nous avons besoin de plus de Barkhane. Nous avons besoin de plus d'alliés. Parce que, ceux qui critiquent la présence française ou la présence des alliés dans le Sahel oublient que, sans l'intervention Serval, le Mali serait aujourd'hui sous le contrôle des terroristes ! Peut-être que le Niger aussi ! Alors, imaginons que Barkhane s'en aille... »

Au Niger, le G5 Sahel appelle la communauté internationale à agir

Initialement prévu à Ouagadougou, le sommet exceptionnel des chefs d'État du G5 Sahel ce dimanche 15 décembre s'est finalement déplacé au Niger, par solidarité pour le pays qui a perdu 71 soldats lors d'une attaque terroriste. Les chefs d'État ont appelé à une grande alliance internationale contre le terrorisme.

L'attaque d'Inates a profondément choqué l'opinion nationale nigérienne. C'est la plus meurtrière qu'a connue le pays depuis 2015. Le Sahel vit depuis six mois, une véritable intensification du conflit. Le Mali a perdu plus de 140 soldats sur cette période, et le Burkina, plus d'une quarantaine.

« *Comme dans toutes les guerres contre le terrorisme, nous ne gagnerons pas seuls.* » Dans son allocution finale, Marc Christian Kaboré, président burkinabè, a été clair : les alliés sont nécessaires pour vaincre les groupes jihadistes qui déstabilisent le Sahel.

Le président burkinabè ajoute que la France n'est d'ailleurs pas l'unique partenaire du G5 Sahel. Il évoque les autres pays européens ou encore le Canada. Pas d'indication claire néanmoins sur un éventuel rapprochement avec la Russie. Lors du sommet de Sotchi, fin octobre, il avait appelé Moscou à établir un partenariat stratégique avec le G5 Sahel.

Quid des opinions publiques ? L'armée française doit-elle se retirer ?

Le président français Emmanuel organise un sommet à Pau, en France, le 13 janvier, avec les dirigeants des cinq pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad et Mauritanie).

Il souhaite qu'ils "clarifient" leur position sur la présence militaire française au Sahel, de plus en plus contestée par leurs opinions publiques.

Il a souligné qu'il attend d'eux qu'ils "assument" publiquement le fait que les soldats français sont au Sahel à la demande des pays concernés, et non pas pour des "visées néocoloniales". Faute de quoi, avait-il indiqué, il en tirerait toutes les conséquences.

L'action de Barkhane est de plus en plus stigmatisée au Sahel, certains l'accusant même de défendre uniquement les intérêts économiques français. Or ce discours anti-français est parfois relayé par des responsables politiques.

L'Elysée a précisé que toutes les options étaient sur la table, y compris un retrait des 4.500 hommes des troupes française de la force Barkhane, qui depuis quatre ans luttent contre les groupes jihadistes au Sahel.

Une partie de l'opinion publique sahélienne attribue la dégradation sécuritaire à la présence même des troupes étrangères. En novembre, l'état-major burkinabè avait même mis en garde les avions français qui survoleraient intempestivement son territoire.

Alors que le Niger a récemment perdu 71 hommes lors d'une attaque djihadiste, le Mali a été frappé par un automne sanglant, lors duquel plus de 140 soldats ont été tués, provoquant un véritable traumatisme.

Et le Burkina avait perdu 24 militaires en août.

Quid de la présence américaine au Niger ?

Les États-Unis font don au Niger de 21 millions de dollars, selon une source diplomatique américaine à l'AFP. Washington veut ainsi aider à renforcer la force anti-jihadiste G5 Sahel. L'aide militaire américaine est en train d'arriver. Treize blindés de type Mamba, 86 systèmes radio et 4 containers ont été remis au ministère nigérien de l'Armée.

47 autres véhicules tactiques blindés doivent encore être acheminés, ainsi que des pièces de recharge et des équipements de protection individuels. Des équipements destinés aux militaires nigériens engagés dans les opérations anti-jihadistes au sein de la force G5 Sahel.

En février, les États-Unis vont aussi fournir un avion de transport Hercules C 130 après avoir formé pilotes, équipages et mécaniciens. Ce type d'aide n'est pas une première, loin de là. Depuis plusieurs années Washington ne cesse d'augmenter sa présence militaire au Niger contre les jihadistes.

Soldats américains et nigériens font patrouilles communes et combattent côte à côte dans le nord du pays à Agadez. À coup de plusieurs millions de dollars, les États-Unis ont également construit une base de drones armés leur permettant de traquer les jihadistes dans toute la bande sahélienne.

Niger : les jihadistes ciblent les chefs de villages

De plus en plus de chefs de villages sont assassinés par des jihadistes dans le nord de la région de Tillabery, frontalière du Mali. Ces représentants de l'autorité sont sans défense depuis le début de l'insécurité. Traqués par l'armée, les jihadistes se vengent sur les paisibles populations en tuant et brûlant leurs cases.

Mali : forte progression des attaques djihadistes

Au Mali les violences jihadistes se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts.

De larges pans du territoire échappent au contrôle du pouvoir central malien.

Les doutes sont renforcés quant à la capacité du gouvernement à faire face à la situation, malgré l'appui de missions armées française (Barkhane), africaine (le G5 Sahel) et onusienne.

La dégradation va de pair avec une sévère crise humanitaire (4 millions de personnes), près de 170.000 personnes déplacées et 1/5^e de la population ayant besoin d'une aide humanitaire.

Selon le dernier rapport de la Minusma (la force de l'ONU), entre juin et septembre, les groupes jihadistes ont mené plus de 60 attaques au Mali. Près d'un tiers se sont déroulées dans les régions du centre. Les populations locales doutent de l'efficacité de la Minusma, au point d'avoir manifesté pour réclamer son départ.

Burkina Faso : violences très fortes

Le Burkina Faso, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, est pris depuis quatre ans et demi dans une spirale de violences, attribuées à des groupes armés jihadistes.

Depuis début 2015, les attaques jihadistes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, surtout dans le nord et l'est, ont fait plus de 585 morts, selon un comptage de l'AFP.

Les attaques contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité se multiplient, malgré des opérations dans différentes régions.

Ouagadougou, la capitale, a été touchée à trois reprises par des attentats.

La sécurisation de l'arsenal des forces armées est devenue un véritable enjeu.

Car les bases militaires, gendarmeries, postes de police sont de plus en plus la cible d'attaques qui permettent aux assaillants de voler du matériel.

Ces attaques ont créé une crise humanitaire avec près de 300.000 déplacés qui ont fui le nord et l'est pour se réfugier plus au sud où la pression jihadiste est moins forte.

Les attaques ont aussi attisé les violences intercommunautaires.

Et environ 2.000 écoles sont fermées.

Face à la multiplication des attaques dans les régions du Sahel, du Nord, et du Centre-Nord, les gouverneurs respectifs de ces régions ont annoncé des mesures, réduisant la circulation dans leurs régions.

Comme au Mali, des manifestants ont dénoncé la présence de forces étrangères.

Selon les organisateurs du rassemblement, la présence de forces étrangères ne vise qu'à « *renforcer la domination des ex-puissances coloniales et le pillage des ressources naturelles* » de leurs pays.

« La lutte contre le terrorisme est devenue, de nos jours, un prétexte pour les forces étrangères de s'installer dans les pays de la sous-région. Leur seul objectif : exploiter les ressources telles que l'uranium, le gaz, le pétrole, l'or et le diamant, entre autres », a déclaré Gabin Korbeogo, président de l'Organisation démocratique de la jeunesse.

Les déplacés au Burkina Faso isolés des humanitaires à cause des violences

Les humanitaires s'inquiètent de la dégradation de la situation des quelque 500 000 personnes déplacées, dans le nord et l'est du pays. En raison de l'insécurité, les humanitaires n'arrivent plus à venir en aide aux populations qui fuient les violences.

Non seulement la population est en détresse, mais le risque est réel que les jeunes soient enrôlés dans des groupes armés.

Car les populations locales ne peuvent plus aider les déplacés au Burkina Faso.

Sources : RFI, AFP

Algérie : les promesses du nouveau président et les attentes de la rue

19 décembre 2019

Le président élu le 12 décembre dernier, Abdelmadjid Tebboune, a prêté serment ce jeudi 19 décembre à Alger. Dans son discours, il a voulu tendre la main aux Algériens, et à ceux qui manifestent, tout en annonçant une série de réformes. Des promesses de changement pour convaincre des habitants qui continuent de contester.

Abdelmadjid Tebboune a promis « *un toit* » pour tous les Algériens, des exonérations d'impôt pour les femmes au foyer et les entreprises qui créent de l'emploi, du soutien pour les journalistes, de nouveaux hôpitaux et la fin des problèmes aux urgences, ou encore l'allègement des programmes scolaires.

L'objectif clair de ces promesses : toucher tous les Algériens et dire que les revendications prononcées ont été entendues.

Autre personnalité importante de cette cérémonie d'investiture, Ahmed Gaïd Salah. Le chef d'état-major a reçu une médaille pour son rôle dans la gestion de la crise.

Le défi pour Abdelmadjid Tebboune, dont l'élection est largement contestée, sera de concrétiser toutes ses promesses de changement. Or ceux qui manifestent chaque vendredi estiment qu'il est un pur produit du système dont ils demandent le changement.

Il a réitéré son intention d'amender la Constitution "dans les mois" ou "semaines à venir" pour en faire "la pierre angulaire de l'édification d'une nouvelle République".

Le nouveau texte "réduira les pouvoirs du président de la République, protégera le pays contre le pouvoir d'un seul, garantira la séparation et l'équilibre des pouvoirs".

Au niveau économique, l'Algérie est en mauvaise posture : l'incertitude politique et les enquêtes judiciaires ayant envoyé sous les verrous d'importants hommes d'affaires, accusés d'avoir profité illégalement de leurs liens avec l'entourage de M. Bouteflika, ont aggravé une situation déjà difficile.

Sources : RFI, AFP

Zimbabwe : la moitié de la population est confrontée à une grave insécurité alimentaire

3 décembre 2019

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) étend ses opérations d'urgence déjà importantes au Zimbabwe, où la sécheresse, les inondations et l'effondrement macroéconomique ont plongé 7,7 millions de personnes - la moitié de la population - dans une grave insécurité alimentaire.

Pour le PAM, la crise est exacerbée « par une grave pénurie de devises étrangères, une inflation galopante, un chômage croissant, une pénurie de carburant, des pannes d'électricité prolongées et des pertes de bétail à grande échelle ».

Source : ONU

Afrique du Sud : les coupures d'électricité affectent les entreprises

13 décembre 2019

Des mines à l'arrêt, des magasins qui ferment en pleine journée, les paiements par carte bancaire impossibles : les coupures d'électricité en Afrique du Sud menacent son économie déjà très fragile. Les coupures pratiquées par l'entreprise publique d'électricité Eskom ne peuvent pas plus mal tomber pour les commerces, en raison des achats de Noël.

Elles affectent en premier lieu les petits entrepreneurs "car ils ne peuvent pas se permettre de solutions alternatives" comme des générateurs ou des panneaux solaires, estime le président du conseil des entrepreneurs noirs, Kganki Matabane.

Eskom a comme d'habitude justifié ses coupures par des problèmes techniques. Ses centrales à charbon affichent une moyenne d'âge de 37 ans.

Cette fois, le groupe a aussi avancé une autre explication qui a provoqué quelques sarcasmes : de fortes précipitations ont mouillé ses stocks de charbon.

Les coupures "ont un effet dévastateur pour le secteur minier", a averti le président de la chambre des mines, Roger Baxter.

Quand l'Afrique du Sud est plongée dans le noir, toute son industrie trinque.

Pour de nombreux experts et usagers, la crise actuelle est le prix à payer des années de mauvaise gestion et de la corruption qui ont régné sous la présidence de Jacob Zuma (2009-2018).

Eskom croule sous une dette abyssale de 26 milliards d'euros, malgré plusieurs plans de sauvetage de l'Etat.

Source : AFP

Afrique du Sud : une sécheresse terrible

14 décembre 2019

Dans la province du Cap-Oriental, dans le sud-est de l'Afrique du Sud, on ne se sait même plus à quand remontent les dernières vraies pluies. Cinq ou six ans au moins.

Alors quand l'ONG Gift of the Givers vient livrer de l'eau dans le township d'Adelaide, c'est la cohue.

L'Afrique australe toute entière, où les températures augmentent deux fois plus vite que sur le reste du globe, connaît sa pire sécheresse depuis 35 ans, selon l'ONU.

Avec des conséquences dramatiques pour les agriculteurs, les écoliers et les commerçants.

Le président Ramaphosa, qui a succédé en 2018 à Jacob Zuma, empêtré dans des scandales de corruption, concède que "la mauvaise gestion des ressources en eau et la corruption ne sont pas pour rien dans la situation actuelle."

En clair, les effets de la sécheresse ont encore été aggravés par l'incompétence des autorités.

Source : AFP

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET POLLUTION

Poutine : "Personne ne sait à quoi est dû" le changement climatique

19 décembre 2019

Personne ne peut dire avec certitude à quoi est dû le changement climatique, a affirmé jeudi le président russe Vladimir Poutine, remettant en question le quasi-consensus scientifique sur la responsabilité humaine.

"Un petit changement d'angle de rotation de la Terre autour du Soleil peut conduire - et a déjà mené dans le passé - la planète à des changements sérieux, colossaux de climat avec des conséquences dramatiques".

Il a cependant réaffirmé l'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre de son pays et le respect de l'accord de Paris sur le climat.

"C'est un processus très sérieux pour nous (...) Des villes entières sont bâties sur le permafrost, imaginez les conséquences" en cas de fonte massive.

En ce moment, la capitale russe traverse un hiver étrangement doux, qui inquiète.

L'annonce des floraisons précoces, causées par cette vague de chaleur, a attiré des visiteurs plutôt partagés sur les bienfaits de cet avant-goût du printemps.

Chef d'un Etat grand producteur d'hydrocarbures, Vladimir Poutine a aussi mis en garde en novembre contre les appels, en Europe en particulier, à renoncer aux énergies fossiles.

"En défendant ce genre de propositions, il me semble que l'humanité peut retourner vivre dans des grottes parce qu'elle ne consommera plus rien", avait-il dit.

Source : AFP

Climat : novembre 2019, deuxième mois le plus chaud enregistré sur Terre ; la COP25, une occasion "ratée" de répondre à l'urgence climatique

18 décembre 2019

Le mois de novembre 2019 a été le deuxième plus chaud enregistré sur Terre depuis 1880, derrière novembre 2015. C'est ce qu'affirme l'Agence américaine océanique et atmosphérique confirmant une nouvelle année de records de chaleur.

En novembre dernier, des chaleurs exceptionnelles ont été enregistrées sur toute notre planète. La couverture de glace dans les océans Arctique et Antarctique a encore diminué et le réchauffement de la surface de la mer s'est poursuivi de façon inexorable.

De son côté l'Organisation météorologique mondiale alerte sur le rythme actuel des émissions de gaz à effets de serre responsables de ce changement climatique. D'ici la fin du siècle, les températures pourraient grimper jusqu'à 4 ou 5 degrés, avec des conséquences irréversibles pour l'humanité.

La conférence climat de l'ONU qui s'est terminée dimanche à Madrid n'a pas été à la hauteur de l'urgence climatique, adoptant un accord à minima sans s'entendre sur des points essentiels en raison des réticences de certains Etats.

Après une année marquée par des catastrophes climatiques tous azimuts, les appels vibrants de millions de jeunes descendus dans la rue derrière la jeune Suédoise Greta Thunberg, et des rapports scientifiques toujours plus glaçants, les quelque 200 signataires de l'Accord de Paris étaient sous une pression sans précédent pour cette COP25.

Sans surprise, quasiment aucun des grands pays émetteurs de gaz à effets de serre n'a fait d'annonce significative. Evidemment pas les Etats-Unis qui quitteront l'accord de Paris, mais pas non plus la Chine ou l'Inde.

Également dans le collimateur des défenseurs de l'environnement, l'Arabie saoudite, ainsi que le Brésil et l'Australie.

Parmi les grands émetteurs, nombre d'observateurs ont au contraire souligné le rôle positif de l'UE qui a endossé à Bruxelles l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050.

Sources : RFI, AFP

PLANETE GLOBALE

Plus de 40 millions de personnes victimes de l'esclavage moderne (OIT)

2 décembre 2019

La commémoration de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage est axée cette année sur l'éradication des formes contemporaines d'esclavage telles que le travail forcé, la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle, le mariage forcé et le recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans les conflits armés.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), en 2016, 40,3 millions de personnes étaient victimes de l'esclavage moderne, soit 5,4 personnes pour 1 000. Parmi elles, 24,9 millions étaient victimes du travail forcé et 15,4 millions du mariage forcé.

L'OIT indique que sur les 24,9 millions de personnes réduites au travail forcé, 16 millions sont exploitées dans le secteur privé, comme le travail domestique, la construction ou l'agriculture. En outre, 4,8 millions sont victimes d'exploitation sexuelle, et 4 millions sont astreintes à des travaux forcés imposés par les autorités publiques.

On estime à plus de 150 millions le nombre d'enfants soumis au travail forcé, soit près d'1 enfant sur 10 dans le monde.

Les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée, représentant 99% des victimes dans l'industrie du sexe et 58% dans les autres secteurs.

Source : ONU

Plus de 200 arrestations dans une opération mondiale contre le blanchiment d'argent

4 décembre 2019

Les polices d'une trentaine de pays ont appréhendé 228 personnes et identifié des milliers de "mules financières" dans le cadre d'une vaste opération contre le blanchiment d'argent, a annoncé l'agence européenne de police Europol.

L'opération a conduit à l'ouverture de plus de 1.000 enquêtes criminelles.

"Plus de 650 banques, 17 associations de banques et autres institutions financières ont contribué à la déclaration de 7.520 transactions frauduleuses de mules financières, évitant ainsi une perte totale de 12,9 millions d'euros", a indiqué Europol.

Les "mules financières" prennent souvent part à des activités de blanchiment d'argent à leur insu, en recevant et en transférant de l'argent obtenu illégalement, a expliqué Europol.

Les recruteurs, très actifs sur les réseaux sociaux, arrivent à convaincre leurs victimes "d'ouvrir des comptes bancaires sous prétexte d'envoyer ou de recevoir des fonds", selon Europol.

Source : AFP

Les États-Unis en tête du marché mondial de vente d'armes

9 décembre 2019

Les ventes d'armes ont augmenté de 4,6 % dans le monde en 2018, dans un marché dominé par les États-Unis, selon un rapport du SIPRI, l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm. Avec 420 milliards de dollars, le chiffre d'affaires des 100 plus gros producteurs d'armes au monde est en plein essor grâce à la vitalité du secteur aux États-Unis.

La Russie se maintient à la 2^e place du classement, juste devant le Royaume-Uni et **la France**. L'étude ne prend pas en compte la Chine, car les données disponibles sont insuffisantes.

Source : RFI

L'ONU lance un appel humanitaire de près de 29 milliards de dollars pour 2020

4 décembre 2019

L'ONU a lancé un appel humanitaire de près de 29 milliards de dollars pour venir en aide à un nombre record de personnes touchées par le changement climatique et la multiplication des conflits de longue durée.

Un rapport indique que 168 millions de personnes dans le monde vont avoir besoin d'une aide d'urgence l'an prochain. Le Yémen et la Syrie restent les pays qui réclament le plus d'aide, et auxquels l'ONU prévoit d'affecter une enveloppe de plus de 3 milliards de dollars. Mais le Venezuela est le pays dont les besoins humanitaires ont le plus augmenté.

La liste des espèces disparues ou en danger s'allonge

11 décembre 2019

Déjà confrontée à de multiples menaces, animaux et plantes sauvages doivent composer avec le changement climatique, a averti l'UICN lors de la mise à jour de sa Liste rouge des espèces menacées, appelant à "agir rapidement".

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a ajouté 1.840 nouvelles espèces menacées d'extinction à sa Liste rouge, ce qui porte le chiffre total à 30.178.

Voici les principales menaces contre les espèces :

- Changements d'utilisation des terres
- Surexploitation
- Changement climatique
- Pollution
- Espèces invasives
- Croissance démographique des humains et hausse de la consommation par habitant

Source : AFP

EURASIE

Russie / Ukraine : légère accalmie

10 décembre 2019

Rappel du contexte

L'est de l'Ukraine est toujours divisé par la guerre qui fait rage depuis 2014. Plus de 13 000 personnes y ont perdu la vie, selon l'ONU.

Ukrainiens et Occidentaux accusent la Russie de soutenir financièrement et militairement les séparatistes, ce que le Kremlin nie malgré de nombreuses preuves.

On observe néanmoins entre les deux pays une relative détente des relations depuis l'élection en avril à la présidence ukrainienne de l'ex-comédien Volodymyr Zelensky.

Officiellement, les positions diplomatiques restent inchangées :

Pour Moscou, la résolution du conflit dans l'Est ukrainien passe par l'adoption d'un statut d'autonomie pour les territoires séparatistes de Lougansk et Donetsk, puis la tenue d'élections locales dans ces régions. Pour Kiev, le préalable à un scrutin est le contrôle de ses frontières, le désarmement des rebelles et le départ des Russes les soutenant.

Quelles avancées ?

Réunis en sommet à Paris avec leurs homologues français et allemand, les présidents russe et ukrainien se sont accordés pour œuvrer à des retraits de troupes de trois zones disputées d'ici la fin mars.

En novembre, la Russie avait rendu à l'Ukraine 3 navires militaires saisis un an plus tôt au large de la Crimée. En septembre, un échange massif de prisonniers avait pu avoir lieu.

Par ailleurs, de premiers retraits de troupes ukrainiennes et de combattants séparatistes prorusses avaient pu se tenir dans trois secteurs de la ligne de front à l'Est.

Mais le recul des troupes, ordonné par le président ukrainien Zelensky, est impopulaire au sein d'une partie de la population ukrainienne, en particulier chez les nationalistes et des anciens combattants organisent régulièrement des manifestations.

Le FMI d'accord pour un prêt de 5,5 milliards de dollars à l'Ukraine

Le FMI et l'Ukraine ont annoncé avoir trouvé un accord de principe pour un prêt conséquent de 5,5 milliards de dollars. Le précédent programme avait été interrompu notamment en raison de soupçons de malversations.

Mais pour que les 5,5 milliards de dollars de prêts soient effectivement versés à l'Ukraine au cours des trois prochaines années, le pays devra prouver qu'il lutte efficacement contre la corruption.

Plus de 400.000 enfants sont toujours les principales victimes du conflit dans l'est de l'Ukraine

Près d'un demi-million d'enfants dans l'est de l'Ukraine continuent de faire face à de graves risques pour leur santé physique et leur bien-être psychologique en raison du conflit qui dure depuis plus de cinq ans, a déclaré le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Il est inconcevable que les enfants de l'est de l'Ukraine continuent d'aller dans des écoles criblées de balles et des abris anti-bombes et vivent dans des quartiers bombardés par intermittence et parsemés de mines antipersonnel », a dénoncé Afshan Khan, Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie centrale.

Dans l'ensemble de l'Ukraine orientale, l'UNICEF et ses partenaires fournissent un soutien psychosocial et une éducation aux dangers des mines à des centaines de milliers d'enfants, de jeunes et de personnes qui s'occupent d'eux.

L'UNICEF prend également en charge les réparations des écoles et des jardins d'enfants endommagés ainsi que des installations vitales d'alimentation en eau et d'assainissement. En 2019, 37% seulement de l'appel d'urgence lancé par l'UNICEF pour soutenir les enfants et leurs familles dans l'est de l'Ukraine ont été financés.

Sources : RFI, AFP, ONU

Pétrole : Russie et Ukraine renouvellent leur contrat de transit pour dix ans

3 décembre 2019

Moscou et Kiev ont renouvelé pour dix ans leur contrat de transit de pétrole russe pour l'Europe via l'Ukraine, perturbé cette année par un incident d'envergure d'huile polluée.

La Russie et l'Ukraine négocient actuellement, avec bien davantage de difficulté, un nouvel accord pour le transit du gaz, avec la médiation de l'Union européenne.

L'accord de transit entre la Russie et l'Ukraine arrive à son terme fin 2019 et les deux pays, à couteaux tirés, n'arrivent pas à se mettre d'accord pour la suite. L'arrivée au pouvoir à Kiev de Volodymyr Zelensky, en mai, a cependant facilité quelque peu les relations entre les deux pays.

Dans les prochains mois, deux gazoducs - le germano-russe Nord Stream 2 et le turco-russe Turkish Stream - contournant le territoire ukrainien sont censés entrer en service, ce qui priverait Kiev d'une manne financière conséquente et d'une arme de poids face à la Russie.

Source : AFP

Italie : raid « historique » contre la mafia calabraise, plus de 300 arrestations

19 décembre 2019

La police italienne a procédé ce jeudi à l'arrestation de 334 personnes soupçonnées de liens avec la puissante Ndrangheta. Un député figure parmi les suspects interpellés.

D'autres arrestations ont eu lieu à l'étranger.

Parmi les suspects interpellés, figurent l'ancien député et sénateur de Forza Italia Giancarlo Pittelli, l'ancien conseiller régional du Parti démocrate Pietro Giamborino, des hommes d'affaires, un commandant de gendarmerie, un autre de la police municipale ou encore des hommes de loi.

Des années d'enquête ont aussi conduit les enquêteurs en Bulgarie, en Suisse et en Allemagne. Les personnes interpellées sont accusées, selon les cas, d'homicide, de blanchiment d'argent sale, d'extorsion ou encore d'association de malfaiteurs.

En janvier dernier, une opération de moindre envergure avait déjà porté un coup dur aux affaires de la Ndrangheta, des affaires qui en Calabre touchent tous les secteurs : drogue, armes, prostitution mais aussi commerce des déchets, pêche, tourisme, jeux d'argent et immigration.

Source : RFI

L'Union Européenne s'engage à la neutralité carbone en 2050, mais sans la Pologne

13 décembre 2019

L'Union européenne s'est engagée à devenir neutre sur le plan climatique d'ici 2050, un "signal fort" envoyé par le continent en pleine COP25, mais terni par l'absence de la Pologne, qu'elle n'a pas réussi à convaincre.

La Pologne est encore très dépendante du charbon, et est l'un des principaux pollueurs en Europe.

Le Premier ministre polonais avait affirmé que le coût de la transformation énergétique dans son pays était "de loin plus élevé" que dans d'autres pays.

Les dirigeants des 27 ont par ailleurs apporté un "soutien unanime" à la mise en place d'une "taxe carbone" des produits provenant de l'extérieur de l'UE "s'ils ne respectent pas les mêmes exigences climatiques que les entreprises européennes".

Le principe d'une telle taxe carbone aux frontières vise à lutter contre le "dumping environnemental" et éviter le déplacement des émissions de CO2 vers des pays où il n'a pas de prix.

Pour aider les régions et secteurs les plus "vulnérables" dans la transition vers une neutralité carbone, la Commission a prévu un "mécanisme de transition juste" qui pourra mobiliser 100 milliards d'euros d'investissements.

Source : AFP

Union Européenne : 3,2 milliards d'euros pour les batteries électriques nécessaires au secteur automobile

9 décembre 2019

En accordant une aide colossale de 3,2 milliards d'euros pour développer une filière européenne des batteries électriques, Bruxelles entend concurrencer l'Asie pour des transports plus propres. Le versement de cet argent public par 7 Etats membres à 17 entreprises a été autorisé par la Commission européenne.

Bruxelles espère faire face aux producteurs chinois, très en avance.

Le retard des pays européens dans le secteur des batteries, surtout face à la Chine, est régulièrement relevé par les acteurs du secteur automobile.

L'Union européenne veut devenir le premier continent neutre en carbone d'ici à 2050.

Source : AFP

Royaume-Uni : les députés mettent le pays sur les rails de la sortie de l'UE

20 décembre 2019

L'accord de Brexit du Premier ministre britannique Boris Johnson a franchi vendredi une première étape décisive au Parlement, mettant sur les rails sans attendre Noël la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 janvier.

Après trois ans de crise et blocages suivant le référendum de 2016, le bouillonnant dirigeant conservateur a remporté le 12 décembre une majorité écrasante lui ouvrant un boulevard pour remplir sa promesse de mettre en œuvre le Brexit, approuvé à 52% par les Britanniques en juin 2016.

Après le vote de vendredi, le nouveau président du Conseil européen Charles Michel a salué "une étape importante" et averti qu'une "concurrence équitable" devait constituer la base de la relation que doivent nouer le Royaume-Uni et les 27 après le Brexit.

La date officielle du divorce donnera en effet le coup d'envoi d'une période de négociations au pas de charge pour nouer un accord de libre-échange.

S'ouvrira alors une période de transition courant jusqu'à la fin 2020, censée permettre à Londres et Bruxelles de se séparer en douceur.

Disposant des mains libres pour réaliser le Brexit comme il l'entend, le gouvernement a levé le suspense sur la succession attendue à la tête de la Banque d'Angleterre, institution au rôle clé pour protéger l'économie britannique des turbulences liées à la sortie de l'Union européenne. Le patron de l'autorité des marchés financiers, Andrew Bailey, 60 ans, a été choisi.

Source : AFP

France : la Cour des comptes dénonce les lacunes de la lutte contre la fraude fiscale

2 décembre 2019

La France doit se doter avec une « certaine urgence » d'outils pour évaluer la fraude fiscale, affirme la Cour des comptes, constatant les mauvais résultats français dans la lutte contre ce phénomène.

La Cour, qui n'a pas pu chiffrer l'ampleur de la fraude, appelle ainsi à une nécessaire « impulsion politique » et propose une méthode d'évaluation, qu'elle a appliquée à la fraude à la TVA, chiffrée à environ 15 milliards d'euros par an.

Source : RFI

France : l'AMF inflige une amende de 20 millions d'euros à Morgan Stanley

10 décembre 2019

Le régulateur des marchés financiers français reproche à la banque américaine d'avoir manipulé le cours d'emprunts français en 2015. Les accusations concernent une journée, celle du 16 juin 2015, au cours de laquelle Morgan Stanley a acheté massivement des contrats à terme sur la dette française, ce qui a fait grimper artificiellement le cours de ces obligations souveraines.

Pour l'Autorité des marchés financiers, il s'agit d'une manipulation des cours pour laquelle le gendarme boursier français requiert 25 millions d'euros d'amende. Un montant record. Finalement, le Conseil d'État a choisi d'abaisser cette somme à 20 millions.

Morgan Stanley se défend et affirme avoir agi dans l'intérêt du marché et de ses clients, et promet de déposer un recours. L'enjeu est de taille, la banque risque de perdre son statut de banque partenaire d'État, un sésame accordé à 15 banques qui aident la France à placer sa dette sur les marchés.

Source : RFI

Près de 650 millions d'euros d'amende pour les géants de la sidérurgie allemande

12 décembre 2019

L'autorité allemande de la concurrence a annoncé des amendes de 646 millions d'euros contre Thyssenkrupp et Salzgitter, les deux principales entreprises du secteur de la sidérurgie allemande, et l'autrichien Voestalpine pour entente sur les prix. Les 3 entreprises s'étaient entendues sur une surtarification des plaques de tôle vendues en Allemagne entre 2002 et 2016.

Source : Reuters